



Association canadienne d'éducation  
engager . écouter . échanger . enrichir depuis 1891

---

L'ÉDUCATION  
PUBLIQUE  
AU CANADA -  
FAITS,  
TENDANCES  
ET  
ATTITUDES  
2007

*L'éducation publique au Canada – Faits, tendances et attitudes*

Publié par l'Association canadienne d'éducation (ACE)  
Canadian Education Association (CEA)

317, rue Adelaide Ouest, bureau 300  
Toronto (Ontario) M5V 1P9

© Association canadienne d'éducation  
Tous droits réservés. Cette publication ne peut être reproduite,  
en partie ou en totalité, de façon mécanique ou autre, sans la  
permission de l'éditeur.

Numéro ISBN : 1-896660-30-4

AUTEURE

Jodene Dunleavy

ÉQUIPE D'ANALYSE DE LA RECHERCHE

Doug Hart, Margaret Oldfield, Christa Freiler et Luke Rodgers

GRAPHISME

J. Lynn Campbell, Sonya V. Thursby

REMERCIEMENTS

L'ACE tient à remercier toutes les personnes qui ont contribué  
leurs compétences très utiles à la préparation de commentaires  
au sujet des résultats de recherche de l'enquête.

L'ACE souhaite aussi reconnaître les contributions notables de  
Thérèse Laferrière, Claire Lapointe, Kevin Lukian et Jean-Pierre  
Proulx, qui ont su nous aider à établir un contexte pour mieux  
comprendre les résultats de l'enquête au Québec.

L'Enquête sur les attitudes du public à propos de l'éducation a été  
menée par l'Institute for Social Research de l'Université York.

Published in English under the title: *Public Education in Canada:  
Facts, Trends and Attitudes*

# TABLE DES MATIÈRES

## L'ÉDUCATION PUBLIQUE AU CANADA...1

### SYSTÈMES D'ÉDUCATION PUBLIQUE...1

Effectifs scolaires...2

La main-d'œuvre en éducation...2

Financement de l'éducation publique...3

### TENDANCES EN MATIÈRE DE RÉFORME EN ÉDUCATION— PROVINCES ET TERRITOIRES DU CANADA...3

### ÉVALUATION DU SUCCÈS DANS LE SYSTÈME D'ÉDUCATION CANADIEN...4

Résultats des élèves...4

Achèvement des études secondaires...5

Participation à des études postsecondaires...5

## ATTITUDES DU PUBLIC À PROPOS DE L'ÉDUCATION AU CANADA—L'ENQUÊTE DE 2007 DE L'ACE...6

### ■ LES OPINIONS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION SE RESSEMBLENT REMARQUABLEMENT AU PAYS...7

Enseignement...7

Évaluation des élèves...8

Le changement en éducation...9

### ■ LA SATISFACTION À PROPOS DES ÉCOLES EST GÉNÉRALEMENT ÉLEVÉE AU CANADA, MAIS IL Y A PLACE À AMÉLIORATION...9

### ■ CONFIANCE GÉNÉRALEMENT FAIBLE DANS LE LEADERSHIP DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL EN ÉDUCATION...11

### ■ LES CANADIENS PARTAGENT UN FERME ENGAGEMENT ENVERS L'ÉDUCATION PUBLIQUE...12

### ■ LES OPINIONS DES CANADIENS À PROPOS DU CHANGEMENT EN ÉDUCATION SONT VARIÉES...14

L'orientation des changements...14

## RÉFLEXIONS À PROPOS DE L'AVENIR DE L'ÉDUCATION AU CANADA...16

## ANNEXE A...18

## NOTES EN FIN DE TEXTE...20



## Tableaux et figures

**TABLEAU 1 :** Ratios élèves-éducateurs 2004-2005 et variation depuis 1998-1999...3

**TABLEAU 2 :** Financement provincial de l'éducation publique, 2004-2005...3

**TABLEAU 3 :** Degré de nécessité de trouver de nouveaux moyens de faire les choses dans les écoles primaires et secondaires...9

**TABLEAU 4 :** Enquête mondiale sur les valeurs – Confiance des Canadiens dans différentes institutions et organisations...11

**FIGURE 1 :** Effectifs scolaires équivalents temps plein dans les écoles primaires et secondaires publiques au Canada (2004-2005)...2

**FIGURE 2 :** Pourcentage des Canadiens très ou plutôt satisfaits du travail que font les enseignants...7

**FIGURE 3 :** Les élèves du secondaire devraient être évalués au moyen d'examens à l'échelle provinciale (% d'accord)...8

**FIGURE 4 :** Les notes au secondaire devraient refléter les évaluations des enseignants (% d'accord)...8

**FIGURE 5 :** Évaluation des écoles locales par le public : comparaisons 1979-2007...10

**FIGURE 6 :** Pourcentage des Canadiens faisant beaucoup ou assez confiance aux écoles publiques provinciales...10

**FIGURE 7 :** Pourcentage des Canadiens ayant beaucoup ou assez confiance dans les politiques en matière d'éducation...12

**FIGURE 8 :** Pourcentage des Canadiens disposés à faire partie de conseils d'écoles locales...12

**FIGURE 9 :** Appui de l'augmentation des dépenses gouvernementales pour les écoles publiques...13

**FIGURE 10 :** Volonté de payer plus d'impôts (% oui) : comparaison 1984-2007...13

**FIGURE 11 :** Perception du changement en matière de fonctionnement des écoles au cours des 10 dernières années...14

**FIGURE 12 :** Degré de changement nécessaire pour régler les problèmes en éducation, par région...16

## AVANT-PROPOS

L'Association canadienne d'éducation (ACE) est fière de présenter son quatrième rapport sur les attitudes du public à l'égard de l'éducation au Canada. Fondé sur une enquête auprès de plus de 2 400 Canadiens menée de janvier à mai 2007 en partenariat avec des chercheurs de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario de l'Université de Toronto, ce rapport fait suite aux enquêtes précédentes commandées par l'ACE en 1979, en 1984 et en 1990.

L'ACE croit que les Canadiens partagent une volonté claire de bâtir de vibrants systèmes d'éducation publique qui contribuent à la croissance et au développement d'enfants et de jeunes et qui cultivent leur capacité de façonner leurs vies, leurs collectivités, leurs lieux de travail et leur pays. En brossant un tableau national de la satisfaction des Canadiens, de la mesure dans laquelle ils font confiance à nos systèmes d'éducation et de leurs opinions au sujet du changement en éducation, nous croyons que ce rapport contribue aux conversations que nous devons engager pour réaliser nos objectifs en matière d'éducation publique canadienne au 21<sup>e</sup> siècle.

Au fil des ans, l'ACE a exploré différentes questions avec la population canadienne par l'intermédiaire de ces enquêtes nationales, mais son objectif demeure constant. Depuis la première enquête en 1979, l'ACE cherche à examiner et à décrire les avis des Canadiens à l'égard de la qualité de l'éducation au primaire et au secondaire comme point de départ d'un dialogue informé au sujet des tendances et des enjeux en éducation au pays.

Cette année, le rapport comporte de nouveaux éléments, soit une section plus étoffée sur les systèmes d'éducation au Canada, un sommaire des indicateurs des écoles publiques et un bref énoncé des tendances en matière de réforme en éducation. Les lecteurs disposent ainsi d'un contexte pour passer en revue les résultats de l'enquête 2007 de l'ACE qui suivent. Dans le cadre de ce rapport nous avons aussi invité des chefs de file en éducation de divers groupes du pays à commenter les différents aspects de l'enquête. Ces commentaires donnent une vie à ces données en indiquant les différents types de discours qui peuvent être issus des résultats de l'enquête. Nous espérons que ces commentaires, avec les données elles-mêmes, inspireront parmi les Canadiens des discussions semblables sur l'avenir de l'éducation au Canada et sur les qualités d'une société du savoir que nous souhaitons pour nos enfants et pour nous-mêmes.



**CAROLYN DUHAMEL**  
PRÉSIDENTE  
ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉDUCATION



**PENNY MILTON**  
CHEF DE LA DIRECTION  
ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉDUCATION



# L'ÉDUCATION PUBLIQUE AU CANADA

## SYSTÈMES D'ÉDUCATION PUBLIQUE

Au Canada, le système d'éducation publique se compose de dix systèmes provinciaux et de trois systèmes territoriaux et comprend quelque 15 000 écoles publiques de langue française et de langue anglaise, administrées par 375 commissions et conseils scolaires. Le Canada demeure la seule nation fédérée faisant partie de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui ne dispose d'aucun moyen de participation fédérale directe à l'orientation de l'enseignement primaire et secondaire. L'éducation est exclusivement de compétence provinciale et territoriale depuis 1867, lorsque la *Loi constitutionnelle* a édicté que « [...] dans] chaque province, la législature pourra exclusivement décréter des lois relatives à l'éducation »<sup>1</sup>.

Bien qu'il n'existe pas de stratégie nationale intégrée en éducation au Canada, les systèmes scolaires provinciaux et territoriaux du pays se ressemblent beaucoup : l'éducation est obligatoire, généralement de l'âge de six ans jusqu'à 16 ans, quoique dans certains cas, la fréquentation scolaire soit obligatoire à partir de cinq ans et se prolonge jusqu'à 18 ans. Il existe partout une forme ou une autre d'enseignement préscolaire (maternelle) et la plupart des systèmes, sauf le Québec<sup>1</sup>, offrent un programme de douze ans d'enseignement primaire et secondaire (de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année). L'année scolaire dure généralement 190 jours. Outre ces dimensions structurelles, il importe également de signaler qu'il existe certaines différences importantes entre les politiques provinciales et territoriales au chapitre des programmes d'enseignement, de l'évaluation et de la reddition de comptes, ainsi que de nombreuses variations régionales en matière de réforme éducative.

L'éducation primaire et secondaire des enfants et des jeunes des Premières nations et des peuples inuits est assurée par une combinaison d'autorités scolaires fédérales, provinciales et autonomes locales et de conseils de bande (se reporter au commentaire de Gordon Martell sur l'éducation autochtone au Canada). Le gouvernement fédéral finance la majeure partie de l'éducation des Premières nations par l'intermédiaire d'écoles administrées par les Premières nations dans les réserves, d'écoles administrées par les provinces à l'extérieur des réserves et d'écoles fédérales administrées par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien dans les réserves. Les gouvernements territoriaux respectifs assurent toutefois des services d'éducation aux élèves des Premières nations ou inuits, ou aux deux, au Yukon, au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest. Les élèves des Premières nations et inuits du Nord du Québec reçoivent des services éducatifs de la province du Québec en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois<sup>ii</sup>. En 2006, le comité d'orientation appelé le First Nations Education Steering Committee (FNESC) de la Colombie-Britannique et le gouvernement de cette province ont conclu une convention d'éducation<sup>iii</sup> reconnaissant la compétence des Premières nations en matière d'éducation des Premières nations, conformément aux engagements énoncés dans l'*Accord de transformation pour le changement*, une entente tripartite signée en 2005<sup>iv</sup>.

Le Canada est un pays bilingue. Le français et l'anglais sont reconnus comme

ses deux langues officielles dans la Constitution canadienne. Plus de 80 pour cent des canadiens francophones habitent au Québec, mais les droits linguistiques des minorités des élèves francophones résidant ailleurs qu'au Québec et des élèves anglophones habitant au Québec sont protégés par la *Charte canadienne des droits et libertés*. Des articles de la Charte garantissent aux Canadiens le droit d'accès à tous les services dans les deux langues officielles, y compris le droit à une éducation financée publiquement dans la langue minoritaire, dans chacune des provinces. Le Canada compte 375 commissions et conseils scolaires et chaque province et territoire hors Québec a établi des commissions ou conseils scolaires francophones pour gérer le réseau d'écoles de langue française. Au Québec, la même structure a été établie pour les écoles de langue anglaise.

En Alberta, en Saskatchewan, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest, des conseils scolaires catholiques publics existent parallèlement aux systèmes scolaires laïques publics. Ces réseaux parallèles datent de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, lorsque des écoles catholiques et protestantes distinctes ont été garanties au Québec et en Ontario. Au Canada, les anciens systèmes protestants sont maintenant laïques et, à la fin des années 1990, le Québec a remplacé ses réseaux catholiques et protestants distincts par des systèmes laïques linguistiques français et anglais, alors qu'à Terre-Neuve, les systèmes religieux antérieurs ont été intégrés pour former cinq districts géographiques (quatre anglophones et un francophone).

1 Au Québec, les élèves fréquentent l'école secondaire une année de moins. Au terme de leurs études secondaires (l'équivalent de la 11<sup>e</sup> année), les jeunes ont la possibilité de fréquenter un établissement à *financement public* appelé cégep (collège d'enseignement général et professionnel) pour suivre un programme préuniversitaire de deux ans ou un programme technique de trois ans.



## L'ÉDUCATION AUTOCHTONE AU CANADA

Malgré les problèmes très réels auxquels font face de nombreux élèves et collectivités autochtones, qui se soldent par des résultats éducatifs moins qu'équitables, il y a des raisons d'être optimiste. Mon optimisme découle de la mise au point suivie de nouvelles réponses innovatrices aux besoins des élèves et des collectivités autochtones. Les structures dépassées et les modèles uniformisés de prestation de services éducatifs font place à plusieurs formules locales et régionales inspirées par la vision et les compétences communautaires autochtones et alimentées par la participation fédérale, provinciale et territoriale, dans le cadre de relations de co-gouvernance.

Le Rapport de la Commission royale sur les Peuples autochtones publié en 1996 soulignait qu'il était nécessaire de mettre en œuvre des réformes essentielles afin de parvenir à une réussite scolaire plus équitable. Ce défi est en voie d'être relevé par la voie de chaque réponse créative issue d'un véritable dialogue. Les différents paliers de gouvernement conviennent des avantages de partager les responsabilités pour maximiser les ressources et mettre en commun les compétences. Les relations de co-gouvernance peuvent respecter les autorités respectives et l'autonomie, tout en démantelant les obstacles et en traçant de nouvelles voies.

Bâtir la capacité et favoriser l'indépendance donne lieu à différents modèles dans le continuum de l'engagement parental et communautaire. Il est éloquentement démontré que l'obtention d'une participation véritable de la collectivité suscite le renouvellement et le succès, à preuve le travail du First Nations Education Steering Committee visant à redéfinir la participation parentale et communautaire en Colombie-Britannique, les ententes de co-gouvernance intervenues entre les divisions scolaires provinciales et les autorités en éducation des Premières nations en Saskatchewan, les écoles mohawk autonomes d'Akwesasne au Québec et en Ontario, ainsi que le système d'éducation de Mi'kmaq-Kina'matnewey en Nouvelle-Écosse.

Pour obtenir des résultats éducatifs équitables pour les enfants autochtones, tous les paliers du gouvernement doivent reconnaître les succès réalisés grâce à la participation accrue des collectivités autochtones. Il n'est pas facile de démanteler des structures familières et de courir des risques dans le cadre de nouvelles relations et d'ententes de partage des pouvoirs. Il faut tenir compte de la ténacité de nos Aînés, de l'espoir de nos enfants et du désir de tous les Canadiens d'obtenir des résultats qui représentent bien nos objectifs démocratiques. La réussite de nos enfants constitue notre plus grande motivation.

GORDON MARTELL  
CONSEIL DES ÉCOLES CATHOLIQUES  
DU GRAND SASKATOON

### Effectifs scolaires

Plus de cinq millions d'enfants d'âge scolaire au Canada, dont environ 120 000 enfants et jeunes Inuits et des Premières nations, étaient inscrits au sein du système d'éducation publique au cours de l'année scolaire 2004-2005. La FIGURE 1 illustre les différences marquées entre la taille des systèmes scolaires au Canada, s'échelonnant de moins de 10 000 élèves inscrits au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, à plus de deux millions en Ontario<sup>v</sup>.

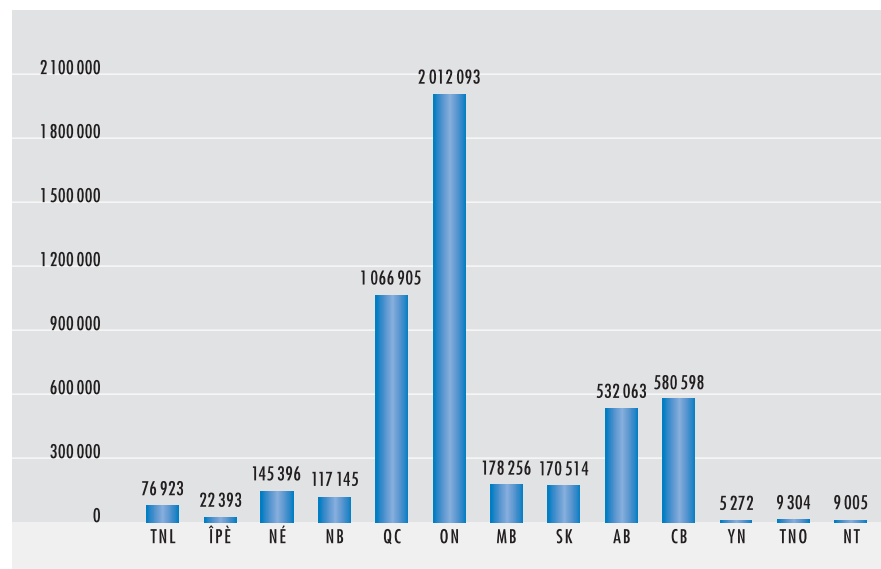
### La main-d'œuvre en éducation

Les données portant sur les effectifs complets (c.-à-d. enseignants, gestionnaires d'écoles, aides-éducateurs, gardiens d'école, adjoints administratifs) travaillant dans les écoles primaires et secondaires au Canada ne sont pas disponibles. Toutefois, des renseignements détaillés de Statistique Canada indiquent que la main-d'œuvre d'éducateurs, incluant tous les employés du système scolaire public qui sont tenus de

détenir un brevet d'enseignement comme condition d'emploi, se chiffrait à un peu moins de 310 000 employés équivalents temps plein (ETP) en 2004-2005. La main-d'œuvre en éducation s'accroît à l'échelle nationale, quoiqu'il existe certaines différences régionales marquées ; le nombre d'éducateurs ETP a augmenté dans huit juridictions et a diminué dans cinq<sup>vi, vii</sup>.

Une autre façon de considérer la main-d'œuvre en éducation consiste à examiner les ratios élèves-éducateurs, qui ont diminué à l'échelle nationale depuis les années 1970 par suite du déclin de la population scolaire dans certaines régions et d'une tendance nationale vers l'instauration de politiques de réduction de la taille des classes<sup>2</sup>. Le TABLEAU 1 fait état des changements récents depuis 1999, lesquels reflètent en général des tendances à plus long terme vers un accroissement du nombre d'éducateurs ETP supérieur à la hausse de la population scolaire dans toutes les provinces et tous les territoires, sauf en Colombie-Britannique.

FIGURE 1 : Effectifs scolaires équivalents temps plein dans les écoles primaires et secondaires publiques au Canada (2004-2005)



2 Note : les ratios élèves-éducateurs n'équivalent pas à la taille de classe parce qu'ils comprennent tous les effectifs titulaires d'un brevet d'enseignement qui travaillent hors des salles de classe (c.-à-d. directeurs d'école, conseillers d'orientation, etc.). Les politiques concernant la taille des classes sont mentionnées ici comme une source des augmentations de la main-d'œuvre en éducation.



**TABLEAU 1 : Ratios élèves-éducateurs 2004-2005 et variation depuis 1998-1999**

	Canada	TNL	ÎPÈ	NÉ	NB	QC	ON	MB	SK	AB	CB	YN	TNO	NT
2004/05	15,9	13,6	15,1	15,7	15,9	14,2	16,6	14,5	15,5	*16,9	17,5	11,5	15,4	16,2
Variation (%)	-1,7	1,5	0,6	-1,7	-2,0	0,1	-1,8	-1,9	-0,4	*-5,7	-0,9	-4,4	-0,7	-15,4

**TABLEAU 2 : Financement provincial de l'éducation publique, 2004-2005**

	Canada	TNL	ÎPÈ	NÉ	NB	QC	ON	MB	SK	AB	CB	YN	TNO	NT
	9 040 \$	8 075	7 583	7 728	8 653	8 663	9 267	9 394	9 031	9 346	8 960	15 837	13 344	13 040

### Financement de l'éducation publique

La totalité de l'éducation publique est financée publiquement jusqu'à la fin du secondaire, y compris les collèges d'enseignement général et professionnel (cégeps) au Québec. Selon les données les plus récentes, les dépenses consacrées par les provinces et territoires à l'enseignement de la maternelle à la fin du secondaire se sont élevées à un peu plus de 44 G\$ pour l'année scolaire 2004-2005. De plus, les dépenses publiques engagées par le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada ont totalisé 1,6 G\$ pendant l'année scolaire 2005-2006 pour les élèves inuits et des Premières nations fréquentant des écoles à financement fédéral et provincial<sup>viii</sup>.

Ces chiffres globaux peuvent aussi être analysés en établissant les dépenses par élève. Le total des dépenses par élève au Canada s'élevait à 9 040 \$ en 2004-2005, en hausse de 28 pour cent sur les 7 077 \$ de 1998-1999. Le TABLEAU 2 présente les données de dépenses par élève par province et territoire pour l'année scolaire 2004-2005 et, bien que ces données permettent des comparaisons intéressantes, le lecteur est mis en garde que ces chiffres figurent en dollars réels et ne tiennent donc pas compte des différences entre les coûts de prestation des services et les différents arrangements établis pour dispenser l'éducation (c.-à-d. la durée de la journée ou de l'année scolaire, les programmes de prématernelle, etc.) dans différentes régions du pays.

### TENDANCES EN MATIÈRE DE RÉFORME EN ÉDUCATION — PROVINCES ET TERRITOIRES DU CANADA

L'Enquête de 2007 de l'ACE inclut une nouvelle série de questions mesurant les attitudes des Canadiens à propos des changements en éducation survenus au cours de la dernière décennie. Cette section présente une vue d'ensemble des tendances provinciales et territoriales en matière de réforme en éducation depuis le milieu des années 1990 afin de situer le lecteur cherchant à comprendre les résultats de ces questions.

Au cours des dix dernières années, les programmes de réforme des provinces, territoires et, souvent, des organisations scolaires ont été centrés sur les engagements gouvernementaux d'accentuer la responsabilisation et d'améliorer les résultats des élèves. Par conséquent, un grand nombre de provinces et de territoires ont fait ce qui suit :

- établissement d'examens normalisés administrés aux élèves à l'échelle de la province,
- instauration d'initiatives d'amélioration à l'échelle de la province ou de la commission ou du conseil scolaire, mettant souvent l'accent sur les résultats des élèves en mathématiques et en littérature,
- mise au point ou révision des politiques portant sur les programmes afin de normaliser les résultats d'apprentissage,
- investissement dans l'instauration de plans de réduction de la taille des classes,
- contribution à la mise sur pied de nouveaux programmes multisectoriels

(éducation, santé, services sociaux) pour l'apprentissage en bas âge et le développement,

- mise en œuvre de réformes destinées à améliorer les options et les taux d'achèvement des études secondaires,
- établissement de divers programmes multisectoriels pour les enfants et les jeunes vulnérables à l'obtention de résultats moins qu'optimaux sur le plan social, en éducation et en santé,
- lancement de programmes destinés à soutenir un engagement accru des parents et de la collectivité dans les décisions en matière d'apprentissage et d'écoles.

Le sommaire ci-dessus de la réforme en éducation est présenté à titre de survol des tendances, mais ne constitue qu'un portrait partiel des changements éducatifs au Canada. Les réformes provinciales et territoriales comportent certains aspects centraux communs, mais elles sont instaurées et accueillies différemment au pays. Il importe aussi de savoir que les réformes mandatées ne constituent qu'un élément du tableau global du changement en éducation, où elles sont souvent contestées dans des débats publics animés au sujet de la meilleure façon d'offrir une éducation et des systèmes d'apprentissage de qualité pour tous les enfants et les jeunes du Canada. Ces débats, souvent très semblables à l'échelle du pays, sont importants pour comprendre l'éducation au Canada. Nous les examinons plus en détail dans la dernière section de ce rapport – *Réflexions sur l'avenir de l'éducation au Canada*.

## QUE PEUVENT NOUS APPRENDRE LES RÉSULTATS DES ÉVALUATIONS INTERNATIONALES ET NATIONALES?



Le gouvernement canadien et ceux des provinces et des territoires ont investi des ressources considérables dans des études nationales et internationales à grande échelle afin de suivre les résultats en éducation. Par exemple, le Canada a participé au projet Tendances de l'enquête internationale sur les mathématiques et les sciences (TEIMS) de l'Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire (AIE) et au Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), une évaluation des connaissances et des compétences des jeunes de 15 ans effectuée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Ces évaluations nous fournissent des données décrivant les tendances à long terme des résultats des élèves en lecture, en mathématiques et en sciences. Les travaux de suivi à long terme peuvent nous aider à comprendre la distribution des résultats éducatifs au sein des écoles ainsi qu'entre les écoles, de même que la façon dont ces résultats sont liés aux caractéristiques structurelles du système scolaire, y compris les mécanismes formels et informels déterminant la sélection dans des programmes et des écoles en particulier.

L'un des objectifs importants des études à grande échelle consiste à dégager l'ampleur des inégalités dans les résultats de scolarisation selon les groupes ethniques, les classes sociales et les sexes. Certaines études internationales renseignent sur la possibilité d'apprendre des élèves, y compris la quantité de temps consacrée à l'enseignement, les attentes des enseignants au chapitre des résultats, la qualité de l'enseignement et les ressources humaines et matérielles consacrées à la scolarisation. Elles procurent aussi des données comparatives à propos de la mesure dans laquelle la performance des élèves est liée au programme d'enseignement prévu ou officiel de l'État, par rapport au programme réellement enseigné en classe.

J. DOUGLAS WILLMS, PH.D.  
INSTITUT CANADIEN DE RECHERCHE EN  
POLITIQUE SOCIALE

## ÉVALUATION DU SUCCÈS DANS LE SYSTÈME D'ÉDUCATION CANADIEN

Il existe plusieurs façons de mesurer le succès du système d'éducation du Canada. Tout en gardant à l'esprit qu'il est question de 13 systèmes scolaires comportant des différences considérables, les réalisations du Canada sont très impressionnantes lorsqu'elles sont comparées à celles d'autres pays industrialisés occidentaux. Comme pour tous les pays, cependant, les systèmes éducatifs canadiens doivent relever de grands défis. Cette section indique sommairement les résultats du Canada en ce qui concerne d'importants indicateurs en éducation et présente aux lecteurs des ressources à utiliser pour approfondir leurs connaissances.

### Résultats des élèves

Les élèves du Canada obtiennent des résultats supérieurs à ceux des élèves de nombreux autres pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Ainsi, les résultats du plus récent rapport du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) indiquent que les élèves de 15 ans du Canada :

- ont mieux fait en mathématiques que les élèves des 41 pays participants, sauf deux (Hong Kong-Chine et Finlande)<sup>ix</sup>,
- continuent d'obtenir de très bons résultats en lecture : les résultats globaux des élèves canadiens étaient beaucoup plus élevés que la moyenne de l'OCDE, seuls les élèves finlandais ayant mieux fait que les élèves canadiens,
- ont largement surpassé la moyenne de l'OCDE en sciences et en résolution de problèmes. Cependant, "les élèves canadiens n'ont pas aussi bien réussi dans ces deux domaines qu'en mathématiques et en lecture. Quatre pays ont obtenu des résultats significativement supérieurs à ceux du Canada en sciences ainsi qu'en résolution de problèmes; huit pays ont obtenu d'aussi bons résultats que le Canada en sciences et sept pays, en résolution de problèmes<sup>x</sup>."

Bien que toutes les provinces aient obtenu des résultats équivalents ou supérieurs à la moyenne de l'OCDE, certaines différences provinciales notables ont été dégagées. Les élèves de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et du Québec ont aussi bien fait que les pays les plus performants, alors que ceux de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de la Saskatchewan ont obtenu des résultats inférieurs à la moyenne canadienne<sup>xi</sup>.

Dans de nombreux cas, les jeunes du Canada ont eu de bons résultats aux évaluations nationales du Programme d'indicateurs du rendement scolaire (PIRS) (destiné à mesurer l'efficacité d'ensemble des programmes scolaires en sciences, en lecture et écriture et en mathématiques). Cependant, les résultats des jeunes de 16 ans – en particulier en mathématiques et en résolution de problèmes – donnent à entendre que les élèves commencent à éprouver des difficultés lorsqu'ils commencent à travailler dans le cadre du programme d'enseignement secondaire.

- Sciences 2004 : 71 pour cent des élèves de 13 ans et 64 pour cent des élèves de 16 ans ont atteint le niveau de rendement prévu dans l'évaluation en sciences de 2004.
- Écriture 2002 : 84 pour cent des élèves de 13 ans et 61 pour cent des élèves de 16 ans ont atteint le niveau de rendement prévu.
- Mathématiques 2001 : 64 pour cent des élèves de 13 ans et 50 pour cent des élèves de 16 ans ont atteint le niveau de rendement prévu en contenu mathématique, alors que 68 pour cent des élèves de 13 ans et 47 pour cent des élèves de 16 ans ont atteint le rendement prévu en résolution de problèmes<sup>xii</sup>.

Comme l'indiquent les tendances dégagées dans les évaluations internationales, il existe d'importantes différences régionales au chapitre des résultats des élèves au Canada. Ainsi, dans l'évaluation en sciences 2004 du PIRS, les élèves de 13 ans du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse,

de l'Île-du-Prince-Édouard, de Terre-Neuve-et-Labrador, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, ainsi que les élèves francophones du Manitoba et de l'Ontario, ont obtenu des résultats inférieurs à la moyenne canadienne<sup>xiii</sup>.

### Achèvement des études secondaires

Les taux d'achèvement des études secondaires au Canada ont considérablement progressé depuis les années 1990. Comme l'a signalé récemment le Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA), le pourcentage des Canadiens âgés de 20 à 24 ans qui n'ont pas terminé leurs études secondaires et qui ne fréquentent plus l'école a chuté, passant de 17 pour cent en 1990-1991 à 9 pour cent en 2005-2006. En cette époque où le succès de la transition de l'école au marché du travail dépend beaucoup de l'obtention d'au moins un diplôme d'études secondaires par les jeunes, l'accroissement du taux d'achèvement des études secondaires au Canada constitue un excellent indicateur d'amélioration. Bien que les élèves canadiens soient plus susceptibles de terminer leurs études secondaires que les élèves américains, allemands et français, le taux d'achèvement canadien est inférieur à celui de neuf autres pays industrialisés, dont plusieurs en Scandinavie et en Europe de l'Est, au Royaume-Uni, en Suisse et en Autriche<sup>xiv</sup>.

En plus de mesurer l'achèvement des études secondaires au moyen des taux de diplomation, notre connaissance des caractéristiques des élèves qui décrochent au secondaire au Canada a considérablement augmenté depuis les années 1990. Les points suivants brossent un tableau des jeunes du Canada qui quittent l'école secondaire avant d'obtenir un diplôme :

- Le nombre de jeunes femmes obtenant un diplôme d'études secondaires est beaucoup plus élevé que le nombre de jeunes hommes.

- Il existe des différences marquées des taux de décrochage des provinces et territoires : en 1999, les taux de décrochage se sont échelonnés d'un peu plus de 7 pour cent en Saskatchewan à un peu plus de 16 pour cent au Québec et à l'Île-du-Prince-Édouard.
- Les taux de décrochage sont invariablement plus élevés à l'extérieur des grands centres urbains du pays ; en 2004-2005, « [...] il était de sept points de pourcentage plus faible dans les grandes villes que dans les villages et agglomérations rurales<sup>xv</sup>. »
- Un nombre disproportionné d'élèves canadiens vivant dans la pauvreté, des jeunes handicapés et des jeunes de minorités visibles et de collectivités autochtones vivent un désengagement de l'école secondaire<sup>xvi</sup>.

Enfin, le tableau national des taux d'achèvement incomplet des études secondaires prend un autre sens lorsqu'il est tenu compte de la participation des jeunes adultes canadiens (de 20 à 24 ans) aux programmes de « seconde chance ». En 2002, Statistique Canada a présenté les premiers résultats de l'Enquête sur les jeunes en transition, une étude longitudinale menée en 1999 indiquant qu'à 20 ans, la majorité (85 pour cent ou 341 000) des jeunes Canadiens avaient terminé leurs études secondaires et qu'en 1999, 8,9 pour cent de plus des jeunes de 20 ans qui avaient décroché plus tôt étaient inscrits à un programme d'études postsecondaires ou l'avaient achevé, y compris dans les cégeps, collèges, écoles professionnelles, programmes professionnels ou d'autre cours de niveau supérieur au secondaire<sup>xvii</sup>.

### Participation à des études postsecondaires

À l'échelle internationale, le Canada maintient toujours l'un des taux les plus élevés de participation à des études postsecondaires. En 2004, le nombre de jeunes de 20 à 24 ans du Canada inscrits à des programmes d'universités, de collèges communautaires et d'autres établissements d'enseignement postsecondaire ont surpassé les taux aux États-Unis et au Royaume-Uni. La même année, cependant, le taux de participation aux études postsecondaires du Canada pour ce groupe d'âge est passé légèrement sous la moyenne de 41 pour cent des pays de l'OCDE<sup>xviii</sup>.

Les données de 2004 démontrent également qu'environ 22 pour cent des Canadiens en âge de travailler détenaient un diplôme universitaire et 22 pour cent additionnels avaient terminé un programme collégial ou professionnel. Les avantages des études postsecondaires au Canada sont incontestables : en 2001, plus de 80 pour cent des adultes ayant terminé des études postsecondaires étaient actifs sur le marché de la main-d'œuvre, contre seulement 50 pour cent des adultes ayant terminé seulement des études secondaires.

Le nombre de programmes d'apprentissage a également augmenté au Canada au cours des années 1990. En 2002, il y avait 234 500 apprentis inscrits au Canada, soit 30 pour cent de plus qu'en 1992. Tout comme dans le secteur universitaire, où 6 diplômés sur 10 sont des femmes, les écarts entre les sexes demeurent manifestes : seulement 9 pour cent des apprentis inscrits aux programmes d'apprentissage sont des femmes<sup>xix</sup>.

# ATTITUDES DU PUBLIC À PROPOS DE L'ÉDUCATION AU CANADA—L'ENQUÊTE DE 2007 DE L'ACE

Depuis trente ans, l'Association canadienne d'éducation a effectué plusieurs enquêtes sur les attitudes du public à propos de l'éducation au Canada. *L'Enquête de 2007 sur les attitudes du public à propos de l'éducation au Canada* est la quatrième d'une série d'enquêtes menées en 1979, en 1984 et en 1990.

Les questions que nous avons posées dans nos enquêtes nationales ont évolué, mais leur objet demeure le même. Lors de chaque enquête, nous avons entrepris d'explorer l'opinion publique canadienne au sujet de la qualité de l'éducation primaire et secondaire (de la maternelle à la fin du secondaire), de suivre l'évolution de l'opinion publique et de publier les résultats afin de stimuler un dialogue public suivi au sujet des politiques publiques en matière d'éducation et de l'engagement des Canadiens à bâtir des systèmes d'éducation publique vibrants et fructueux au pays.

L'Enquête 2007 de l'ACE a été réalisée en partenariat avec une équipe de recherche de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario de l'Université de Toronto, qui mène régulièrement des enquêtes sur les attitudes publiques en matière d'éducation en Ontario depuis 1978. Les résultats de l'enquête de 2007 sont publiés à : [www.oise.utoronto.ca/OISE-Survey](http://www.oise.utoronto.ca/OISE-Survey).

L'Enquête de 2007 de l'ACE a été effectuée auprès d'un échantillon représentatif<sup>3</sup> de 2 441 adultes (de 18 ans ou plus) avec ou sans enfants actuellement inscrits dans une école primaire ou secondaire, ou les deux. L'enquête nationale de l'ACE et celle de l'Ontario (OISE/UT) ont été administrées par l'Institute for Social Research de l'Université York, qui a interviewé tous les participants par téléphone entre

janvier et mai 2007. Un taux de réponse de 52 pour cent a été obtenu.

Dans tous les cas, les participants ont répondu à une série de questions portant sur les dimensions fondamentales des attitudes du public à propos de l'éducation (se reporter à l'annexe A pour consulter la liste complète des questions), par exemple la satisfaction relative aux écoles et au travail des enseignants, les perceptions concernant les changements dans la qualité de l'éducation au primaire et au secondaire, les points de vue sur le caractère adéquat du financement des écoles, les opinions à propos de différents aspects de la gouvernance en éducation, ainsi que les orientations face aux changements en éducation.

Le reste de cette section présente un sommaire des constats de l'Enquête de 2007 de l'ACE, traitant de cinq thèmes dégagés de notre analyse des données. Après un court exposé, chaque thème est décrit en détail selon une perspective nationale et assorti de renseignements concernant les similitudes ou les différences, ou les deux, que nous avons observées dans les opinions régionales. Lorsque possible, nous avons inclus des renseignements supplémentaires sur chaque thème en faisant référence aux enquêtes précédentes de l'ACE et à d'autres enquêtes nationales sondant les Canadiens au sujet de leurs attitudes en matière d'éducation. Pour indiquer les types de discussions susceptibles de découler de ces données, nous avons aussi invité des éducateurs de différentes régions du pays à commenter les constata-

tions. Ces commentaires sont répartis dans cette section et sont intégrés dans la conclusion, où nous présentons quelques réflexions finales sur l'avenir de l'éducation publique au Canada.

3 Les Canadiens des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut et du Yukon n'ont pas été inclus dans le sondage en raison de notre manque de ressources pour effectuer le sondage dans d'autres langues que l'anglais et le français, ainsi que de la faible densité de population de ces territoires.

## LES OPINIONS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION SE RESSEMBLENT REMARQUABLEMENT AU PAYS

Puisque le Canada compte 13 systèmes d'éducation provinciaux et territoriaux, ainsi que plusieurs approches fédérales, provinciales et locales en matière d'éducation des enfants et des jeunes des Premières nations et inuits du Canada, on pourrait s'attendre à des différences régionales importantes chez les répondants. Il est encourageant de constater que l'Enquête de 2007 de l'ACE fait ressortir des opinions remarquablement similaires à l'échelle du pays, en particulier en ce qui concerne les aspects de l'enseignement, de l'apprentissage et de la satisfaction globale envers les enseignants et le système scolaire.

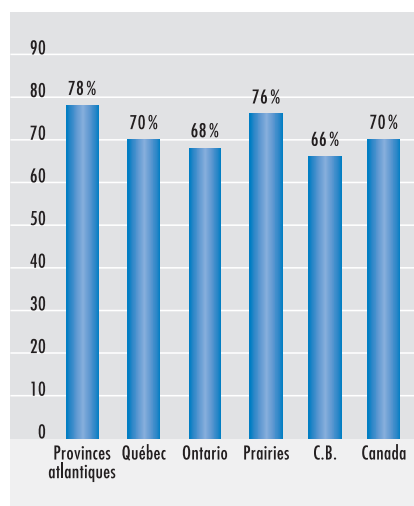
À titre de commentaire général, nous avons été étonnés par la similitude des avis des adultes ayant actuellement des enfants inscrits à l'école primaire et secondaire et des adultes qui n'en ont pas. Nous entendons souvent que les adultes sans enfant à l'école tendent à avoir des points de vue différents et à être moins engagés envers l'éducation publique. Bien que cette perception ait été confirmée à certains égards<sup>4</sup>, les résultats de l'Enquête de 2007 de l'ACE révèlent que le fossé entre ces deux groupes est loin d'être aussi profond que nous avons tendance à le penser.

<sup>4</sup> Ces deux aspects sont les suivants : 1) la volonté de siéger au conseil d'une école locale, 2) les niveaux d'intérêt et de participation en ce qui concerne les questions d'éducation.

## Enseignement

Les Canadiens de toutes les régions partagent un degré élevé de satisfaction en ce qui concerne le travail accompli par les enseignants dans les écoles primaires et secondaires et sont invariablement plus satisfaits des enseignants que des systèmes scolaires en général. Bien que le degré de satisfaction envers les enseignants soit plus élevé dans la région atlantique (78 pour cent) et les Prairies (76 pour cent), 70 pour cent des Canadiens conviennent que les enseignants font du bon travail.

**FIGURE 2 : Pourcentage des Canadiens très ou plutôt satisfaits du travail que font les enseignants**



## LA PROFESSION ENSEIGNANTE AU CANADA



La Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants est heureuse des résultats de l'enquête de l'ACE, qui manifestent le degré élevé de satisfaction des Canadiens envers les enseignants. Cette enquête soutient les constats du sondage d'opinion publique Léger Marketing de mai 2007, selon lequel 89 pour cent des Canadiens et 93 pour cent des élèves font confiance aux enseignants. L'enseignement figure au quatrième rang des professions suscitant la confiance parmi les 23 professions citées dans le sondage. Léger Marketing a mené le même sondage au cours de chacune des cinq dernières années.

L'appui soutenu des évaluations données par les enseignants à titre de source des notes scolaires est également gratifiant. La critique constante de l'éducation au Canada par des groupes (tels que l'Institut Fraser et l'Atlantic Institute of Market Studies) qui ont leurs propres partis pris fait que les Canadiens se posent bien des questions. Ces sondages indiquent que le travail ferme des enseignants leur a mérité la confiance du public. Les recherches de la FCE et de ses organismes membres confirment ces résultats.

Les enseignants travaillent afin de maintenir la confiance et le respect. Ils valorisent les liens avec les collectivités, en particulier avec les parents. Des études ont clairement indiqué que les relations positives maintenues par les enseignants engendrent de meilleures conditions d'apprentissage pour les élèves. Nous croyons qu'il s'agit de l'un des facteurs qui font que les systèmes d'éducation du Canada se classent parmi les trois meilleurs du monde.

CALVIN FRASER, PH.D.  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
FÉDÉRATION CANADIENNE DES ENSEIGNANTES  
ET DES ENSEIGNANTS

## L'ÉVALUATION DES ÉLÈVES AU CANADA



Les évaluations à grande échelle procurent des points de référence communs permettant aux systèmes et aux écoles de se situer et de faire des plans ciblés d'amélioration. Les évaluations en classe – surtout lorsqu'elles servent à déterminer ce que les élèves doivent faire et apprendre ensuite – peuvent constituer un puissant levier pour modifier les méthodes pédagogiques et rehausser l'apprentissage des élèves.

En l'absence de données de qualité fiables des écoles, le public continuera d'appuyer l'administration d'évaluations normalisées à grande échelle des acquis des élèves. Les parents tiennent aux évaluations en classe et comprennent que les enseignants occupent une place privilégiée pour constater la complexité de l'apprentissage de chaque élève. Par contre, les parents n'ont pas toujours confiance en l'objectivité et en l'équité des résultats. Les enseignants ont donc l'énorme responsabilité de fournir des renseignements de qualité auxquels le public peut faire confiance, de sorte qu'il est essentiel que les administrations scolaires mettent au point des systèmes efficaces d'évaluation en classe qui sont équitables pour tous les élèves et qui peuvent être défendus.

Tant les évaluations à grande échelle que les évaluations en classe faites par les enseignants contribuent puissamment à l'amélioration continue en éducation. Il est important que nous continuions d'appuyer les deux approches et que nous nous assurions que les deux formes d'évaluation fournissent des renseignements de qualité fiables que le public valorisera à titre de justes représentations des apprentissages des élèves.

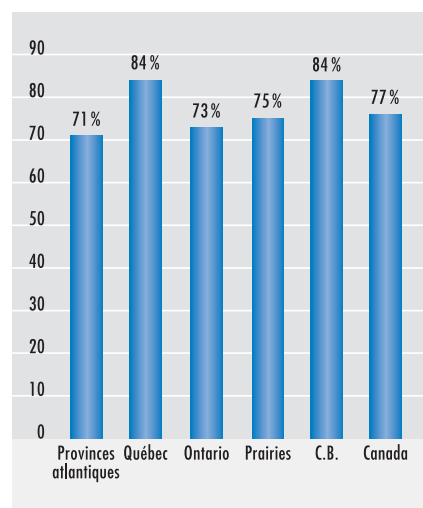
LORNA EARL, PH.D.  
DIRECTRICE, APORIA CONSULTING LTD.

### Évaluation des élèves

À partir des années 1990, les systèmes provinciaux d'éducation sont devenus courants dans plusieurs provinces canadiennes. Bien que les stratégies d'évaluation varient, la plupart des provinces ont maintenant instauré des systèmes d'évaluation et de présentation des résultats des élèves en lecture, en écriture et en mathématiques à l'échelle de l'école, de la commission ou du conseil scolaire et de la province.

Dans le cadre de l'Enquête de 2007 de l'ACE, nous avons demandé aux Canadiens leur avis au sujet des systèmes provinciaux d'évaluation des élèves au secondaire et avons observé qu'ils sont très d'accord dans les différentes régions. À l'échelle du pays, le public appuie fortement (77 pour cent) les examens provinciaux de fin d'études secondaires (FIGURE 3). Une enquête menée en 2006 par le Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA) constate aussi que le soutien accordé aux examens provinciaux, nationaux et internationaux à grande échelle est élevé chez les répondants ayant une expérience directe récente dans les écoles canadiennes. Ainsi

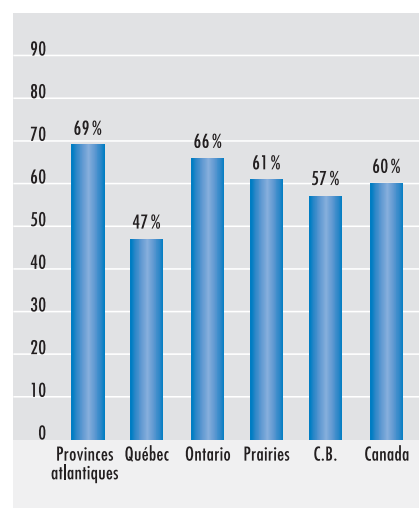
**FIGURE 3 :** Les élèves du secondaire devraient être évalués au moyen d'examen à l'échelle provinciale (% d'accord)



que l'indique le CCA, les trois quarts (75 pour cent) des Canadiens croient que ces évaluations « [...] permettent de juger des aspects importants de l'apprentissage et aident les écoles à fournir un meilleur enseignement [...] », alors que les deux tiers (66 pour cent) conviennent qu'elles « [...] sont un bon moyen de tenir les écoles responsables de leur rendement [...] ».

Les données diffusées par le CCA indiquent que 60 pour cent des Canadiens croient que les évaluations à grande échelle « [...] mesurent mieux le rendement des élèves que les notes attribuées par les enseignants [...] »<sup>xxi</sup>, mais l'Enquête de 2007 de l'ACE, menée auprès d'adultes ayant des enfants actuellement inscrits dans des écoles canadiennes et d'adultes qui n'en ont pas, révèle qu'une majorité claire (60 pour cent) croient que les évaluations des élèves devraient demeurer la source des notes au secondaire (FIGURE 4). Nous croyons que cette constatation signifie que les Canadiens sont généralement d'accord que les systèmes d'évaluation parallèles des élèves, soit par l'école et par la province, devraient être maintenus.

**FIGURE 4 :** Les notes au secondaire devraient refléter les évaluations des enseignants (% d'accord)





## QUE FAUT-IL CHANGER ?

Comme la majorité des adultes canadiens sont passés dans le système d'éducation, ont été très influencés par leurs propres expériences en tant qu'élèves ou de parents, et semblent appuyer l'idée générale du changement, je dois demander *quels sont les changements qu'ils jugent nécessaires ?*

D'après mes conversations avec d'autres parents et les résultats d'enquête dans ma propre division scolaire, j'ai le sentiment que de nombreux adultes, quels que soient leurs succès dans leurs propres études, ont de plus en plus l'impression que les compétences et intuitions requises pour réussir dans le monde adulte sont en voie de changer. Par conséquent, beaucoup croient que des changements sont nécessaires, mais ils sont incertains à propos de leur nature. Nouvelle optique ? Retour aux sources ? Et comment savoir si nous réussissons ?

D'abord, nous avons besoin de conversations renouvelées aux paliers local, provincial et national au sujet du plus large contexte de la scolarisation : quelles sont les caractéristiques du monde meilleur que nous voulons créer ? Je crois que ce n'est que grâce à ces conversations qu'un nouveau consensus pourra être dégagé. Deuxièmement, en tant que communauté de professionnels, en tant qu'éducateurs, nous devons nous faire entendre et diriger. Depuis vingt ans, un important ensemble de connaissances expérientielles a été cumulé et il indique ce qui fonctionne sur le plan du changement éducationnel et organisationnel. Sans un leadership moral sain fondé sur des recherches, les systèmes continueront de tituber d'une initiative de réforme à l'autre, suscitant un cynisme richement mérité. Sans un leadership moral sain fondé sur des recherches, des notions simplistes de reddition de comptes externes nous seront imposées et nous mèneront à des endroits où nous ne voulons pas aller.

**DUANE BROTHERS**  
SURINTENDANT ET CHEF DE LA DIRECTION  
DIVISION SCOLAIRE SUNRISE, MANITOBA

**TABLEAU 3 :** Degré de nécessité de trouver de nouveaux moyens de faire les choses dans les écoles primaires et secondaires

Aspect de scolarisation	Important changement requis (%)	Certains changements requis (%)
Apprentissages dans les écoles primaires	55	30
Apprentissages dans les écoles secondaires	58	32
Liens entre les apprentissages à l'intérieur et à l'extérieur des écoles	58	29
Résultats d'apprentissage	62	30
Approches adaptées aux différences dans les capacités des élèves	55	32
Approches adaptées aux iniquités des résultats éducatifs de différents groupes sociaux	60	27

### Le changement en éducation

Dans les différentes régions, les points de vue des Canadiens au sujet du succès du changement en éducation au cours des dix dernières années varient (se reporter à la page 14). Malgré ces différences, toutefois, nous avons aussi relevé des aspects où les Canadiens sont fortement en accord. La grande majorité des Canadiens sont plus susceptibles de réagir favorablement à de nouvelles idées pour les écoles si des expériences ont confirmé leur bien-fondé (83 pour cent) ou si elles ont été mises à l'essai à grande échelle dans d'autres écoles (89 pour cent). Ces perspectives contrastent vivement avec les 44 pour cent de Canadiens qui indiquent qu'ils sont beaucoup plus ou quelque peu plus susceptibles de réagir favorablement à de nouvelles idées pour les écoles en se fondant exclusivement sur l'appui de l'idée par le gouvernement provincial.

Quant aux facteurs les plus susceptibles de déterminer les points de vue des Canadiens au sujet de la façon dont les écoles devraient fonctionner, ont indiqué que leur propre vécu comme parent (70 pour cent) ou élève (51 pour cent) était très important, alors que l'influence des médias (télévision, radio, journaux, revues ou livres) était généralement indiquée comme étant plutôt importante.

En plus de favoriser, pour les écoles, des idées fondées sur des preuves ou des expériences, les Canadiens favorisent aussi une approche pondérée du changement

en éducation. Le **TABLEAU 3** manifeste une tendance nationale vers des attitudes propices à maintenir l'équilibre dans l'amélioration de tous les aspects scolaires. Ces points de vue peuvent être issus de l'impression des Canadiens que le succès du changement en éducation a été mitigé (38 pour cent) ou mal réussi (24 pour cent) au cours de la dernière décennie.

### LA SATISFACTION À PROPOS DES ÉCOLES EST GÉNÉRALEMENT ÉLEVÉE AU CANADA, MAIS IL Y A PLACE À AMÉLIORATION

Si vous deviez évaluer la qualité des écoles de votre localité, recevraient-elles d'excellentes notes ou échoueraient-elles ? Nous avons demandé aux Canadiens d'attribuer à leurs écoles locales une note de A à F et avons constaté que la qualité des écoles primaires et secondaires du pays était généralement très bien cotée. Le tiers des Canadiens croient que leurs écoles locales sont moyennes (note C) et, bien que 42 pour cent aient donné un B à leurs écoles, à peine 6 pour cent leur attribuent un A, ce qui donne à entendre qu'il reste beaucoup de place à l'amélioration.

Les écoles reçoivent des notes de passage depuis que l'ACE a d'abord demandé aux Canadiens d'évaluer leurs écoles locales en 1979. La proportion de notes A a nettement diminué de 1979 à 1990, passant de 19 pour cent à 6 pour cent, le pourcentage également obtenu en 2007 (**FIGURE 5 PAGE 10**).

## EXPLORER LES ATTITUDES DU PUBLIC AU QUÉBEC

Les résultats de l'enquête de 2007 de l'ACE indiquent que les Canadiens ont des points de vue remarquablement similaires au sujet de l'éducation. Par ailleurs, nous avons constaté que les opinions des résidents au Québec diffèrent de celles des personnes habitant ailleurs au Canada quant à plusieurs questions. Nous avons demandé à des chefs de file en éducation du Québec de partager leurs réflexions au sujet des facteurs qui ont pu contribuer à ces différences.

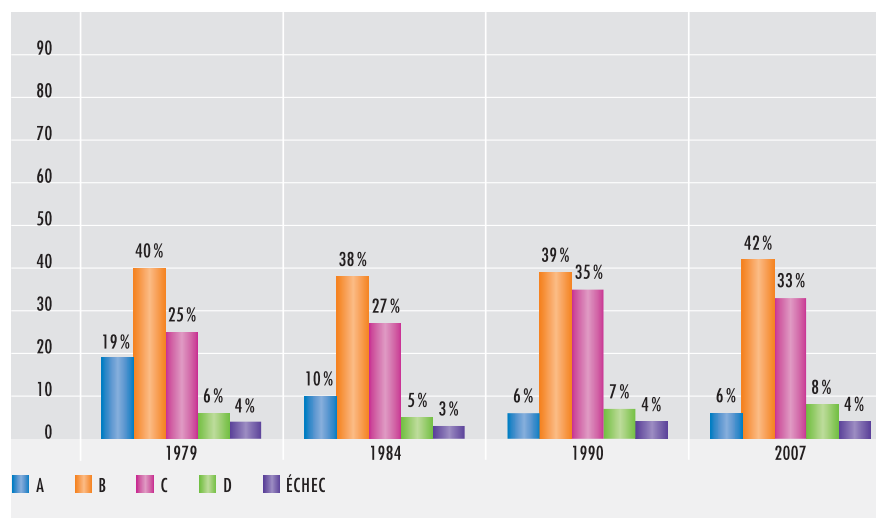
Dans un contexte plus général, il faut rappeler qu'une campagne électorale avait cours au Québec de janvier à mars 2007, une période chevauchant la durée de l'enquête. Bien que l'enquête de l'ACE ait été effectuée jusqu'en mai, la réforme en éducation a fréquemment fait la manchette pendant la campagne, notamment parce qu'un parti politique a proposé d'abolir les commissions scolaires et de confier l'administration de l'éducation aux gouvernements municipaux.

En outre, il importe de tenir compte des facteurs suivants :

- Les répercussions de dix ans de réforme en profondeur, et très controversée, de l'éducation au Québec, dont l'instauration avait atteint la troisième année du secondaire en 2007-2008. Les médias ont beaucoup traité de la réforme, qui a été contestée publiquement par le corps enseignant. Nous ne pouvons présumer que le débat public intense à propos de la réforme se soit directement répercuté sur les opinions des Québécois en matière d'éducation, mais nous pouvons postuler qu'il peut avoir contribué à l'avis supérieur à la moyenne des résidents du Québec selon lequel il y a eu trop de changements en éducation et à la perception généralement négative du succès de ces changements.
- Les répondants du Québec estiment que leur gouvernement provincial a « trop peu » d'autorité locale en matière d'éducation. Bien que cette opinion puisse sembler contredire le point ci-dessus, il a été avancé que cette perspective reflète l'attachement culturel profond des Québécois à leurs institutions publiques et au rôle qu'elles jouent pour développer les forces de la province et la confirmer à titre de culture distincte au Canada. Cette perspective se manifeste également par leur confiance supérieure à la moyenne en leurs systèmes scolaires, ce qui reflète une conviction générale quant à la pérennité et à l'efficacité de l'amélioration en éducation.

Comparativement aux points de vue exprimés dans d'autres régions, les répondants du Québec sont les moins susceptibles d'appuyer l'investissement accru du gouvernement en éducation ou l'augmentation des impôts pour l'éducation, un constat qui peut s'expliquer par la réalité que les résidents du Québec paient les impôts les plus élevés au Canada et dépensent déjà plus que la moyenne en éducation.

FIGURE 5 : Évaluation des écoles locales par le public : comparaisons 1979-2007



Pourtant, la majorité des Canadiens (entre 65 pour cent et 75 pour cent) évaluent constamment que la qualité des écoles dans leur collectivité est moyenne (C) ou supérieure à la moyenne (B) depuis 28 ans.

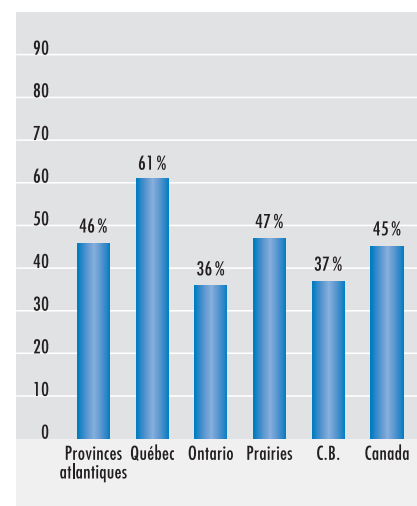
Les sondages Gallup menés auprès des Canadiens manifestent une tendance similaire au cours des années 1980, lorsque le nombre de Canadiens ayant donné un A ou un B a diminué de façon marquée entre 1979 et 1986<sup>xxii</sup>, et la proportion de Canadiens satisfaits de l'éducation en général a atteint un plancher de 35 pour cent en 1992<sup>xxiii</sup>.

Nous avons aussi posé aux Canadiens des questions au sujet de leur satisfaction globale à l'égard de leurs écoles locales et de leurs systèmes scolaires. Une comparaison avec les résultats d'enquêtes précédentes de l'ACE révèle que les niveaux de satisfaction ont généralement augmenté au cours des quinze dernières années, 60 pour cent des Canadiens déclarant en 2007 qu'ils étaient très ou plutôt satisfaits des systèmes scolaires en général. En même temps, nous observons une tendance opposée en ce qui concerne le degré de confiance des Canadiens dans les écoles publiques : depuis 1984 – quand 76 pour cent des Canadiens ont indiqué une confiance considérable ou assez bonne – la confiance du public a diminué de 31 pour cent pour passer à 45 pour cent en 2007 (FIGURE 6). La tendance vers le haut de la satisfac-

tion et vers le bas de la confiance donne à entendre que les Canadiens croient généralement que les systèmes scolaires s'améliorent, mais qu'ils sont essentiellement incertains à propos du caractère durable des améliorations.

Dans ce contexte national de satisfaction et de confiance du public, il est important de dégager certaines différences régionales marquées. Depuis 1984, les Canadiens vivant en Colombie-Britannique et au Québec ont invariablement mani-

FIGURE 6 : Pourcentage des Canadiens faisant beaucoup ou assez confiance aux écoles publiques provinciales





festé des taux de satisfaction plus faibles relativement aux écoles et aux systèmes scolaires que ceux des Prairies (Alberta, Saskatchewan et Manitoba). Et bien que les taux de satisfaction en Colombie-Britannique persistent malgré des degrés modestes (37 pour cent) de confiance dans les écoles publiques, ceux du Québec sont très contrastés : les Québécois ont le plus faible niveau de satisfaction et le plus haut degré de confiance dans les écoles au pays, une intéressante combinaison d'opinion que nous approfondissons dans les commentaires adjacents.

### CONFIANCE GÉNÉRALEMENT FAIBLE DANS LE LEADERSHIP DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL EN ÉDUCATION

Nous avons demandé aux participants d'évaluer leur confiance dans le leadership du gouvernement provincial en éducation. Peu (19 pour cent) de Canadiens disent avoir beaucoup de confiance et de respect pour leurs gouvernements provinciaux en matière de politiques en éducation, alors que près de la moitié (45 pour cent) en ont assez et le tiers ont peu ou pas de confiance ou de respect. Ainsi que l'illustre la **FIGURE 7**, les niveaux de confiance à cet égard varie par région, d'un sommet de 29 pour cent au Québec à un bas de 13 pour cent en Ontario. Par contre, la cohérence des points de vue est généralement similaire à l'échelle du pays.

Les attitudes des Canadiens à propos des gouvernements provinciaux en matière de politiques éducationnelles reflètent une tendance nationale<sup>xxiv</sup> et internationale

vers un déclin général de la confiance dans de nombreuses institutions et organisations (**SE REPORTER AU TABLEAU 4**). Bien que nous ne puissions comparer directement les résultats de l'Enquête 2007 de l'ACE et les données de l'enquête mondiale sur les valeurs, les deux séries de données font ressortir certaines questions intéressantes au sujet de la nature de la confiance du public dans les institutions en général et la complexité de la compréhension de questions précises reliées à la confiance du public dans le leadership gouvernemental en éducation. Par exemple, dans quelle mesure l'opinion canadienne au sujet du leadership gouvernemental est-elle influencée par 1) les intérêts concurrents d'autres domaines de politiques publiques, 2) la confiance et le respect généraux pour le leadership du gouvernement provincial ou territorial au pouvoir, 3) la confiance générale dans la capacité du Canada de maintenir sa performance future dans l'économie mondiale ?

Il est également intéressant de signaler que l'absence de confiance des Canadiens dans les gouvernements provinciaux au chapitre des politiques en éducation ne se traduit pas directement par un niveau élevé d'insatisfaction face au pouvoir provincial en éducation locale. Dans l'ensemble, 13 pour cent des Canadiens indiquent qu'ils « ne peuvent pas dire » si le gouvernement provincial a trop peu ou trop de pouvoir en éducation locale. Parmi les autres 87 pour cent, toutefois, 31 pour cent croient que leur gouvernement provincial détient *à peu près ce qu'il faut* de pouvoir, 34 pour cent estiment qu'il en a trop et 22 pour cent sont d'avis qu'il n'en a *pas assez*.

**TABLEAU 4 :** Enquête mondiale sur les valeurs — Confiance des Canadiens<sup>xxv</sup>

Confiance dans différentes institutions et organisations (% indiquant une confiance considérable ou très grande)	1990		2000	
	1990	2000	1990	2000
Églises	64	58	Syndicats	35
Fonction publique	49	49	Grandes sociétés	51
Gouvernement	—	22	Médias	46
Système juridique	54	—	Partis politiques	—

### BÂTIR LA CONFIANCE DANS LA GOUVERNANCE EN ÉDUCATION



Des communications efficaces sont essentielles pour susciter et maintenir un degré élevé de confiance du public dans le système éducatif. Le public exprime la satisfaction la plus élevée de l'éducation publique lorsqu'il possède de l'expérience directe par l'intermédiaire des écoles locales. Dans l'ensemble, la confiance dans le système d'éducation constitue toutefois une notion beaucoup plus complexe. Souvent, le public ne peut distinguer les rôles et les responsabilités respectives des écoles, des commissions scolaires et du ministère de l'Éducation, percevant, semble-t-il, que ce sont des systèmes plus ou moins reliés au sein d'un système. Ils n'établissent pas de distinctions, en particulier en ce qui concerne la communication. Nous devons faire beaucoup mieux pour tendre la main, tant entre nous qu'au sein de nos collectivités, pour les engager dans un dialogue sérieux au sujet de nos écoles et de notre système d'éducation publique.

Nous ne pouvons sous-estimer l'importance de l'engagement communautaire en tant que source de confiance au sein du public. Lorsque nous sommes en lien avec des collectivités scolaires, nous devons poser des questions vérifiables sur des sujets qui leur importent et fournir les outils et connaissances qu'il leur faut pour prendre part à un dialogue *informé* pour bâtir la confiance dans le système. Un engagement réel du public ne garantira pas le consensus, cela va de soi si nous croyons qu'une grande diversité d'opinions manifeste un système démocratique sain. Nous ne risquons de compromettre la confiance du public que si nous n'encourageons pas des points de vue diversifiés.

Les systèmes scolaires et gouvernements provinciaux bâtissent aussi la confiance du public lorsqu'ils aident les gens à apprendre comment naviguer et faire valoir leur point de vue efficacement au sein du système. De nombreuses façons, nous nous sommes investis pour « régler le problème » ou « éteindre les feux » afin de bâtir la confiance du public. Cette approche a souvent l'effet contraire, car elle remet en question la stabilité et l'équité de nos systèmes et engendre des relations confrontationnelles. L'équilibre est difficile à atteindre, mais nous devons bâtir la confiance du public dans notre capacité de combler les besoins d'élèves individuels, tout en prenant des décisions stratégiques saines au profit de tous les élèves.

En tant que Canadiens, nous devons nous rendre compte que, plus que jamais, la performance de nos systèmes d'éducation nous importe en tant que pays. Il est important de savoir où nous voulons que nos systèmes éducatifs se situent pour assurer le succès des personnes et du pays dans l'économie mondiale. Pour bâtir la confiance dans le tableau collectif de l'éducation au Canada, nous devons savoir ce qui importe pour le public, puis nous servir de cette information pour mettre au point des indicateurs qui nous permettent d'évaluer régulièrement nos systèmes d'éducation, tant individuellement qu'entre eux.

HOWARD WINDSOR (CONSEIL SCOLAIRE)  
ET CAROLE OLSEN (SURINTENDANTE)  
CONSEIL SCOLAIRE RÉGIONAL D'HALIFAX

## BÂTIR LA CONFIANCE DANS LES ÉCOLES CANADIENNES



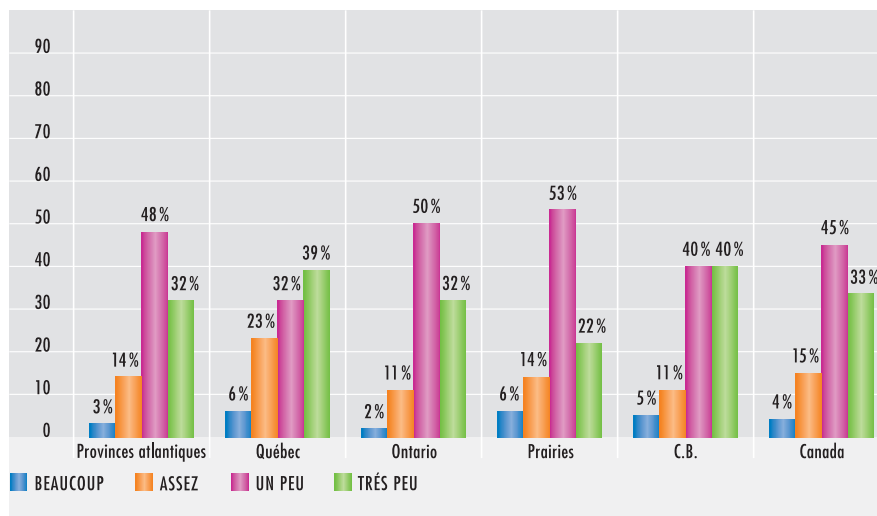
L'éducation publique repose sur la confiance du public. Les écoles peuvent uniquement s'épanouir lorsque la population – non seulement les parents, mais toute la collectivité – croit que le système fonctionne bien et aide les enfants à obtenir de bons résultats éducatifs. Après tout, nous demandons aux gens de nous confier leurs enfants et de donner des sommes considérables.

De nombreuses sources informent les jugements du public à propos du système d'éducation. Les plus importantes sont l'expérience personnelle et l'expérience d'autres personnes que nous valorisons. Autrement dit, chaque interaction entre les écoles, les élèves, les employés et la collectivité en général se répercute sur les attitudes du public à propos de l'éducation – pour le meilleur ou pour le pire. Que cela nous plaise ou non, les écoles fonctionnent dans le domaine des communications publiques.

Les Canadiens soutiennent beaucoup l'éducation publique, en particulier par rapport à d'autres institutions. La confiance du public dans les institutions est généralement en déclin, peut-être parce que les gens sont plus portés à remettre des choses en question en raison de taux accrus d'éducation. Dans cette optique, une éducation accrue fait probablement qu'il est plus difficile de bâtir et de maintenir la confiance du public. Les éducateurs devraient être fiers du degré de soutien dont nous jouissons, mais ne doivent jamais le tenir pour acquis. Il faut constamment le bâtir et le rebâtir – une tâche difficile, mais vitale.

BEN LEVIN, PH.D.  
INSTITUT D'ÉTUDES PÉDAGOGIQUES DE L'ONTARIO,  
UNIVERSITÉ DE TORONTO

**FIGURE 7 : Pourcentage des Canadiens ayant beaucoup ou assez confiance dans les politiques en matière d'éducation**



### LES CANADIENS PARTAGENT UN FERME ENGAGEMENT ENVERS L'ÉDUCATION PUBLIQUE

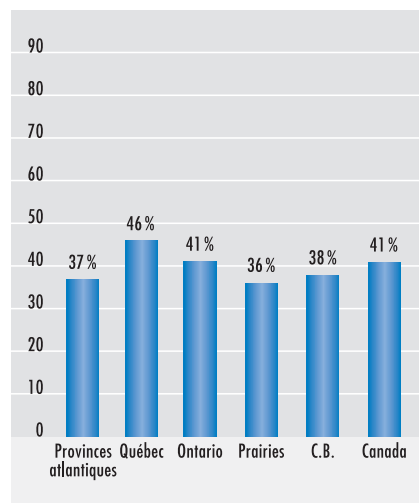
Parallèlement aux degrés généralement faibles de confiance du public dans le leadership provincial en éducation, les Canadiens expriment une forte volonté de pouvoir se prononcer davantage dans la façon dont les écoles sont dirigées dans toutes les régions du pays. Comparativement aux résultats de 1979 et de 1984, il est clair que les Canadiens croient que

leur capacité d'influencer l'éducation dans leurs collectivités locales a considérablement diminué au cours des vingt dernières années, à tel point qu'en 2007, plus de 60 pour cent des résidents de chaque province estiment qu'ils ont trop peu d'apport dans les décisions locales en éducation.

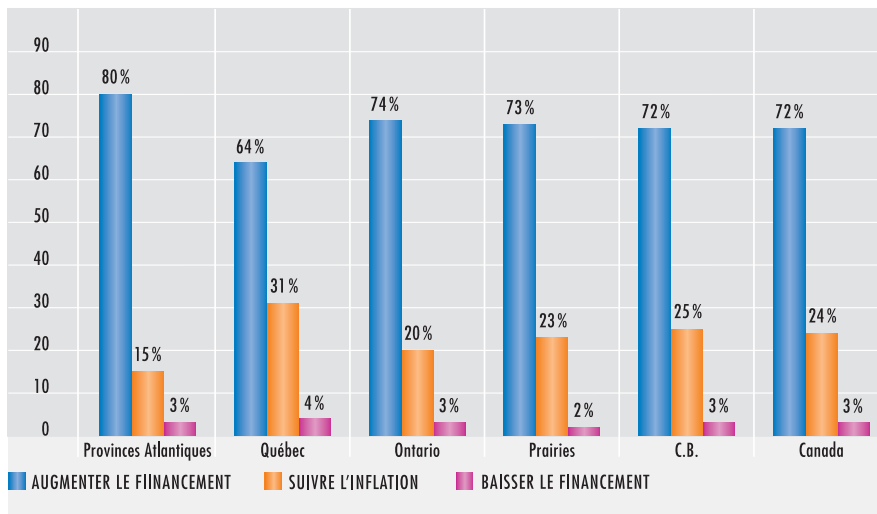
Quatre Canadiens sur dix (41 pour cent) indiquent aussi qu'ils sont disposés à faire partie d'un conseil scolaire local (FIGURE 8). Ce résultat – ainsi qu'une volonté élevée d'avoir une plus grande voix en ce qui concerne le fonctionnement des écoles – donne à entendre que de nombreux Canadiens souhaitent vraiment contribuer aux décisions locales en éducation. Il semble aussi que les Canadiens favorisent plusieurs mécanismes – y compris les conseils d'écoles – pour engager des conversations ou avoir voix au chapitre dans la façon dont fonctionnent leurs écoles locales.

L'engagement clair des Canadiens envers l'éducation publique se manifeste aussi par l'énorme soutien accordé à l'accroissement des dépenses gouvernementales pour les écoles primaires et secondaires. Près des trois quarts (72 pour cent) des Canadiens croient que les gouvernements provinciaux devraient consacrer plus de ressources financières aux écoles publiques (FIGURE 9).

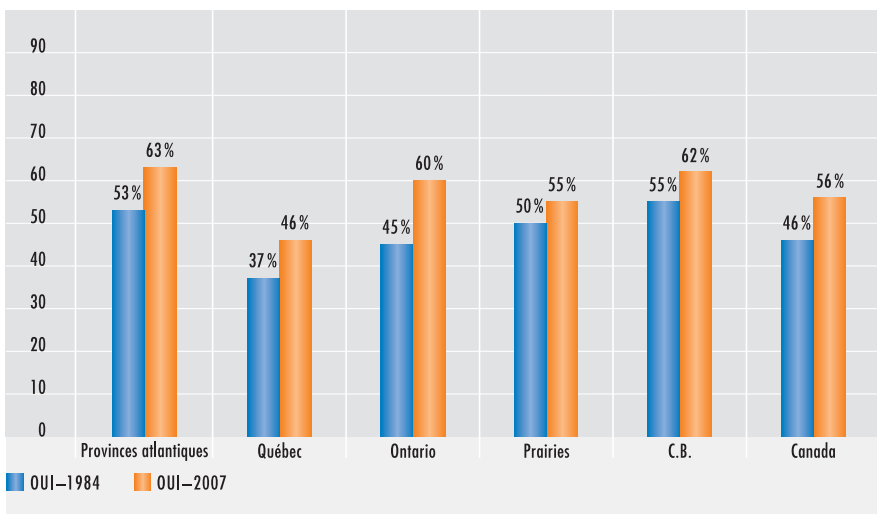
**FIGURE 8 : Pourcentage des Canadiens disposés à faire partie de conseils d'écoles locales**



**FIGURE 9 : Appui de l'augmentation des dépenses gouvernementales pour les écoles publiques**



**FIGURE 10 : Volonté de payer plus d'impôts (% oui) : comparaison 1984-2007**



L'appui des Canadiens à l'augmentation du financement des systèmes d'éducation publique contraste vivement avec les attitudes nationales face au financement gouvernemental des écoles privées. Sauf dans les Prairies, où 54 pour cent des résidents favorisent l'affectation de fonds gouvernementaux à toutes les écoles publiques et privées, une minorité (38 pour cent) de Canadiens estiment que le financement public devrait être consacré à toutes les écoles privées.

Bien que les Canadiens soient généralement divisés quant à la volonté de payer

plus d'impôts pour financer les dépenses en éducation (FIGURE 10), la majorité (entre 55 et 63 pour cent) des résidents – dont un nombre égal d'adultes avec et sans enfants d'âge scolaire – habitant ailleurs qu'au Québec sont disposés à payer plus d'impôts pour financer davantage les écoles. La comparaison de ces données aux résultats de l'étude de 1984 de l'ACE manifeste un virage national des attitudes concernant les impôts et l'éducation : compte tenu de variations dans différentes régions, les Canadiens sont au moins 10 pour cent plus susceptibles aujourd'hui d'affirmer qu'ils

## L'ENGAGEMENT DES PARENTS



En novembre 2002, j'ai été élue membre de la Commission scolaire de Vancouver. Quelques mois plus tôt, un événement tout aussi important, quoique plus privé, était survenu : ma fille a commencé la maternelle. La juxtaposition de ces expériences a suscité l'occasion de réfléchir à la façon dont l'éducation publique sert les collectivités et chaque apprenant.

À ce moment, la Colombie-Britannique avait subi des coupures de l'ordre du milliard de dollars en dix ans en matière de services en éducation. Les chiffres étaient stupéfiants. En tant que parent, j'étais furieuse que ma fille ait moins de possibilités que moi, une enfant des années 1970. En tant que commissaire, j'estimais que je n'avais pas été à la hauteur. Le droit à une éducation publique bien financée est assorti de la responsabilité de la défendre.

Nous avons relevé le défi. Parents, enseignants, directeurs d'école, personnel de soutien, groupes communautaires, pages éditoriales ont fait des revendications pendant des mois... et nous avons gagné! Au cours des trois années de notre mandat, des centaines de millions de dollars ont été récupérés.

Une première leçon a ainsi été apprise : la collectivité sait très bien qu'il faut accroître les fonds investis, mais le succès de la défense d'intérêts nécessite une direction détenant un large mandat de la collectivité. Par contre, lorsque les représentants élus ne se font pas entendre, il s'agit d'une importante abrogation des attentes et de la confiance de la collectivité.

Il a été plus difficile d'apprendre la seconde leçon ; les défis se multiplient avec l'argent. Le dévouement semble inévitable : la lutte pour l'obtention de fonds s'est décomposée en luttes individuelles. Mais le problème était encore plus profond ; la bataille menée pour restaurer le financement reposait notamment sur l'hypothèse que les programmes supprimés étaient encore pertinents, ce qui n'était pas toujours le cas.

Ce qui m'amène à la leçon finale : bien que le système puisse absorber l'échec, chaque parent n'a qu'une seule chance de soutenir ses enfants afin qu'il réalise leur potentiel. Les instincts parentaux les plus élémentaires doivent être valorisés et il faut y réagir, alors même que nous étudions, passons en revue avec nos pairs, pilotons et instaurons de nouveaux programmes.

Il reste encore beaucoup à faire pour atteindre le potentiel du système et de chaque apprenant. Les ingrédients critiques de l'élaboration du système d'éducation du 21<sup>e</sup> siècle sont le soutien des équipes de direction – l'examen critique de nos méthodes pédagogiques – alors que nous luttons pour obtenir un financement adéquat et pour nous concentrer sur chaque apprenant à titre de critères de succès.

ANDREA REIMER  
PARENT ET EX-COMMISSAIRE  
CONSEIL SCOLAIRE DE VANCOUVER

## UNE DÉCENNIE DE RÉFORME EN ÉDUCATION PUBLIQUE CANADIENNE



Les résultats obtenus en ce qui a trait à l'opinion des Canadiens quant aux réformes éducatives des dix dernières années indiquent que le public a entendu parler des grands changements qui ont eu lieu dans les différents systèmes scolaires publics un peu partout dans le pays. On constate aussi que peu d'entre eux sont suffisamment informés pour réaliser l'ampleur de ces changements, seulement 20 pour cent d'entre eux étant d'avis que les réformes ont été majeures.

De plus, les résultats indiquent que le grand public canadien est pour ainsi dire partagé de manière égale dans son évaluation de l'impact de ces réformes sur les élèves. C'est particulièrement au regard des écoles secondaires pour lesquelles environ 30 pour cent des répondants pensent que les impacts ont été positifs, 30 pour cent pensent que les impacts ont été neutres et 30 pour cent pensent qu'ils ont été négatifs. Comme c'est souvent le cas lors d'enquêtes d'opinions, certains résultats sont intrigants, comme c'est le cas pour le Québec, où les répondants sont à la fois les plus nombreux au Canada à penser que les changements instaurés vont dans la bonne direction (40 pour cent), et les plus nombreux à être d'avis que ces changements n'ont pas été couronnés de succès (28 pour cent).

Par ailleurs, un sondage d'opinion étant ce qu'il est, c'est-à-dire un portrait de ce que « monsieur ou madame tout le monde pense » d'un sujet donné, il m'apparaît surprenant que les opinions à travers le Canada soient si peu contrastées. En fait, je me serais attendue à de plus grandes différences entre les provinces et régions, ou même à l'intérieur de chaque région. Je m'explique cette relative uniformité dans les opinions exprimées par le fait qu'une grande partie des répondants n'ont probablement pas de contacts étroits et réguliers avec le milieu scolaire et ne savent donc pas précisément en quoi ont consisté les grandes réformes du monde canadien de l'éducation depuis 10 ans. Le peu qu'ils en savent leur provient sans doute en grande partie des médias populaires, ce qui se reflète, entre autres, dans les réponses données par les répondants du Québec.

CLAIRE LAPOINTE, PH.D.  
DIRECTRICE, CENTRE DE RECHERCHE ET  
D'INTERVENTION SUR LA RÉUSSITE SCOLAIRE

sont disposés à payer plus d'impôts pour financer l'éducation, par rapport à 22 ans plus tôt. Bien que ce résultat doive être traité avec circonspection, il peut être utilisé – du moins en ce qui concerne l'éducation – pour contester les affirmations politiques selon lesquelles la majorité des Canadiens préfèrent des baisses d'impôt.

### LES OPINIONS DES CANADIENS À PROPOS DU CHANGEMENT EN ÉDUCATION SONT VARIÉES

L'Enquête de 2007 de l'ACE comportait une nouvelle série de questions destinées à évaluer les convictions des Canadiens au sujet du changement en éducation selon des points de vue rétrospectifs et prospectifs. Dans les deux cas, les Canadiens sont généralement divisés quant à leurs attitudes envers le changement en éducation.

#### L'orientation des changements

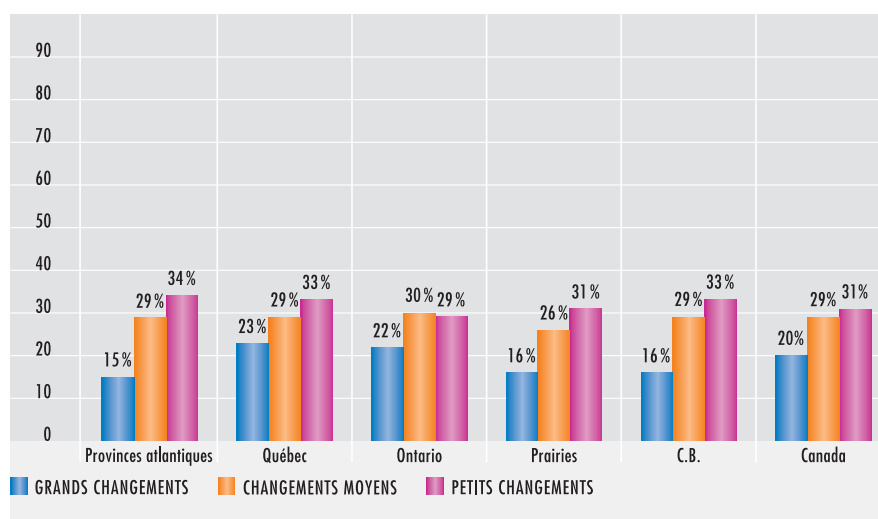
La majorité (89 pour cent) des Canadiens sont conscients que des changements ont été apportés dans les écoles publiques au cours des dix dernières années, mais tendent à avoir différents avis au sujet de leur ampleur. Trois Canadiens sur dix affirment qu'ils ont constaté de petits changements (31 pour cent) ou un des changements moyens (29 pour cent), alors que deux sur

dix (20 pour cent) estiment qu'ils ont été grands (FIGURE 11).

Dans toutes les régions, les Canadiens sont largement divisés quant à l'envergure et à l'orientation des efforts des gouvernements provinciaux de changer les écoles :

- Peu de Canadiens (20 pour cent) évaluent que les provinces ont apporté « dans l'ensemble le bon nombre » de changements et, de part et d'autre de cet avis, les répondants croient que les gouvernements ont instauré soit trop (33 pour cent) ou pas assez (40 pour cent) de changements depuis dix ans.
- 54 pour cent des Canadiens croient que le changement en éducation s'est composé d'une combinaison d'initiatives dans de bonnes et de mauvaises directions. Sur le plan régional, plus de résidents des provinces de l'Atlantique et des Prairies ont des avis partagés au sujet de l'orientation des changements et sont moins susceptibles d'indiquer que ces changements vont dans la mauvaise direction, alors que les résidents du Québec sont les plus favorables au changement, comme 39 pour cent ont des avis partagés et un grand nombre d'entre eux (40 pour cent) croient que les changements vont dans la bonne direction, soit 13 pour cent de plus que la moyenne nationale de 27 pour cent.

FIGURE 11 : Perception du changement en matière de fonctionnement des écoles au cours des 10 dernières années



Plus du tiers des Canadiens (38 pour cent) sont incertains quant au succès des changements dans les écoles publiques au cours de la dernière décennie, mais le tiers (33 pour cent) croient aussi que les changements ont été réussis dans une certaine mesure, contrairement au pourcentage beaucoup plus faible (18 pour cent) qui indiquent que les changements ont échoué dans une certaine mesure. Dans ce cas, pourtant, l'évaluation que font les Canadiens des changements en éducation varient considérablement lorsque les différences régionales sont prises en compte. Au Québec, où les résidents sont plus susceptibles d'affirmer que le changement éducationnel se dirige dans la bonne direction, il est intéressant de noter une tendance contraire de leur avis au sujet de l'instauration de ces changements : les Québécois sont moins que deux fois moins enclins (16 pour cent par rapport à la moyenne nationale de 40 pour cent) à évaluer que les changements qu'ils ont constaté dans les écoles sont réussis dans une certaine mesure et presque deux fois plus susceptibles d'indiquer qu'ils ne sont pas réussis (28 pour cent contre une moyenne nationale de 15 pour cent).

À propos des améliorations de la qualité de l'éducation dans les écoles primaires et secondaires au cours des dix dernières années, les Canadiens de toutes les régions sont également divisés :

- Au Canada, 34 pour cent des Canadiens croient que la qualité de l'éducation reçue par les élèves du *primaire* s'est améliorée légèrement (26 pour cent) ou beaucoup (8 pour cent) depuis dix ans, alors que 27 pour cent estiment qu'elle est demeurée stable ou qu'elle s'est détériorée (31 pour cent). Comparativement aux autres régions du pays, une proportion beaucoup plus élevée de Québécois croient qu'elle s'est un peu (32 pour cent) ou beaucoup (12 pour cent) détériorée.
- Un pourcentage similaire (28 pour cent) de Canadiens croient que la qualité de l'éducation reçue par les élèves du secondaire s'est améliorée au cours des dix dernières années et des proportions égales indiquent qu'elle est demeurée stable (30 pour cent) ou s'est détériorée (29 pour cent).

## L'IMPORTANCE DE L'ÉDUCATION PUBLIQUE AU CANADA



En 2002-2003, l'Alberta a entrepris un examen d'envergure de l'éducation dans la province. Une commission de neuf personnes, appuyée de personnel et de conseillers spécialisés, a engagé le public et les parties prenantes en éducation dans un dialogue afin de tracer la voie de l'éducation publique en Alberta pour les 20 prochaines années.

Nous avons écouté une foule de personnes et d'organisations et effectué un examen en profondeur de la recherche portant sur un vaste éventail de sujets, en cherchant à voir au-delà des enjeux d'aujourd'hui et à réfléchir aux compétences, connaissances, programmes et soutiens dont les enfants ont besoin pour réussir, maintenant et à l'avenir ; un avenir qui pourrait être fort différent de ce que nous voyons aujourd'hui.

Le public reconnaît clairement ce qui suit :

- L'éducation publique constitue le plus important investissement que nous faisons en tant que société. Notre système d'éducation façonne non seulement la vie des élèves, mais aussi la nature même de notre société. Un système vigoureux et dynamique d'éducation publique est essentiel pour engendrer la cohésion sociale et le type de société civile qu'il faut à notre avenir.
- La priorité absolue du système d'éducation doit viser les enfants et les jeunes. Les écoles ne sont pas là pour les enseignants, les gestionnaires ou les parents, ni pour les entreprises ou le gouvernement. Le premier et seul critère d'évaluation du succès des écoles et du système éducatif doit être la mesure dans laquelle chaque enfant apprend et réussit.
- Il est critique de voir au-delà des enjeux pressants d'aujourd'hui et de préparer l'avenir. La meilleure approche consiste à veiller à ce que notre système d'éducation demeure souple, robuste et capable d'anticiper le changement perpétuel et de s'adapter à un tel contexte.
- L'éducation deviendra plus critique pour les personnes, leurs collectivités et le pays, compte tenu de l'importance croissante des compétences, des connaissances et des idées requises au sein d'une économie mondiale.

Nos provinces possèdent d'excellents systèmes d'éducation, comme le démontrent les évaluations par rapport aux pays de l'OCDE. Tous les enfants ont accès à notre système d'éducation publique; toutefois, le public en veut plus. Il veut tirer parti de nos succès et garantir rien moins que l'excellence à l'avenir. Des ressources financières et humaines seront requises pour réaliser cette vision.

PATRICIA MACKENZIE  
PRÉSIDENTE, ALBERTA COMMISSION ON LEARNING

# RÉFLEXIONS À PROPOS DE L'AVENIR DE L'ÉDUCATION AU CANADA

Les Canadiens de toutes les régions sont divisés, et souvent incertains, à propos de l'envergure et des retombées des changements apportés dans les écoles depuis dix ans. Dans ce contexte, il n'est guère étonnant que les Canadiens aient exprimé un appétit certain, mais modéré, pour d'autres changements. Selon les opinions très uniformes exprimées au pays, 46 pour cent des Canadiens croient que des changements modérés sont requis pour régler les problèmes des systèmes d'éducation de leur province et les autres se divisent entre l'appui de changements mineurs (21 pour cent) et majeurs (27 pour cent).

Les Canadiens partagent un degré relativement élevé de satisfaction à l'égard des écoles et des systèmes scolaires au pays et conviennent pour la plupart qu'une certaine mesure de changements est requise, mais pas très grande. Parallèlement à ce modeste appétit de changement, ils croient fortement qu'il y a beaucoup de place à amélioration dans les systèmes scolaires aux paliers des écoles, des com-

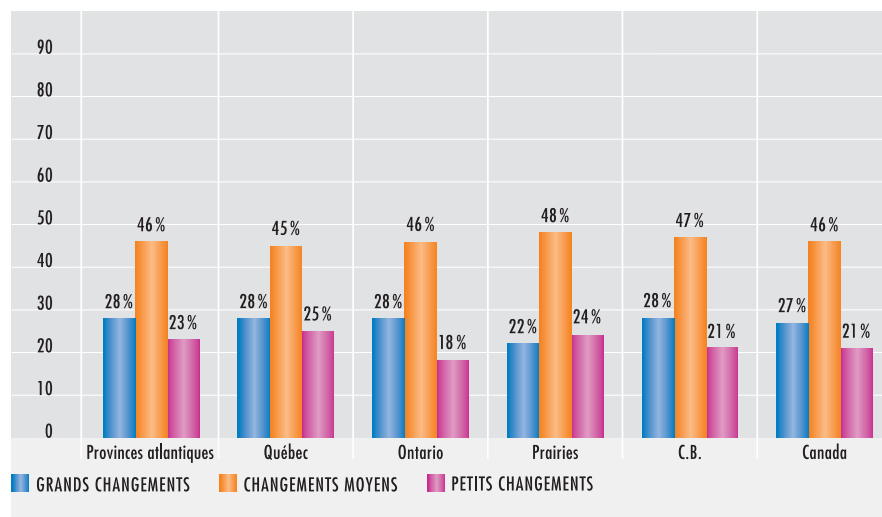
missions et conseils scolaires et des gouvernements provinciaux. Cette impression trouve son écho dans plusieurs des commentaires présentés dans ce rapport et dans les travaux de nombreux auteurs canadiens et étrangers qui écrivent au sujet de la différence marquée conférée par notre contexte moderne de scolarisation à la façon dont nous percevons les résultats de l'éducation pour les personnes et pour l'ensemble de la société.


En plus de partager ce commentaire dans ce rapport, Ben Levin nous rappelle que « les sondages d'opinion publique nous disent ce que pensent les gens, mais pas nécessairement ce que nous devons faire ». Les résultats présentés dans ce rapport constituent un important portrait des attitudes actuelles des Canadiens à propos de l'éducation publique et contribuent à ce que Howard Windsor et Carole Olsen du Conseil scolaire régional d'Halifax désignent « l'image collective de l'éducation au Canada ». Pour être utiles dans notre quête de définir de quelle façon l'éducation doit progresser au Canada,

toutefois, les résultats doivent être intégrés à une conversation élargie incluant les points de vue des enfants et des jeunes, ainsi que les perspectives suscitant la réflexion apportées par des recherches en éducation qui nous permettent d'imaginer comment nous pourrions considérer très différemment l'apprentissage et la scolarisation.

Au Canada, comme dans de nombreux autres pays industrialisés, les systèmes scolaires procurent à tous les enfants et jeunes des possibilités égales, mais des résultats inégaux. Nous devons gagner le pari de créer des écoles et des systèmes scolaires procurant des possibilités égales et de bons résultats pour *tous* les élèves. Le ferme engagement des Canadiens en faveur de l'éducation publique et leur désir d'avoir plus voix au chapitre dans la prise de décisions constitue un incroyable atout – nous ne pouvons profiter d'un système florissant d'éducation publique sans l'intérêt du public. En même temps, toutefois, nous devons surmonter une tendance en éducation – et dans beaucoup d'autres domaines de politiques publiques – à considérer le changement comme un processus d'amélioration de ce que nous avons, plutôt que comme un processus de découverte d'idées innovatrices et inédites de transformation. Ainsi que l'observe Gordon Martell dans son commentaire sur les nouvelles formes de gouvernance en éducation des Premières nations au Canada : parfois, la seule façon de progresser passe par la mise au point continue de réponses nouvelles et innovatrices qui forcent les structures dépassées et les modèles de prestation d'éducation uniformes pour tous à céder la place à différentes idées locales et régionales fondées sur la vision et la capacité des collectivités.

**FIGURE 12 : Degré de changement nécessaire pour régler les problèmes en éducation, par région**





Dans son exposé sur les constats du *Final Report of the Alberta Commission on Learning*, publié en 2003, Patricia MacKenzie déclare que le public reconnaît d'emblée que « L'éducation publique constitue le plus important investissement que nous faisons en tant que société. Notre système d'éducation façonne non seulement la vie des élèves, mais aussi la nature même de notre société. Un système vigoureux et dynamique d'éducation publique est essentiel pour engendrer la cohésion sociale et le type de société civile qu'il faut à notre avenir. » Si ces convictions sont vraies partout au pays, et nous croyons que c'est le cas, nous devons relever le défi de l'éducation au Canada en tant qu'enjeu qui importe pour tous les Canadiens, trouver des stratégies pour revitaliser les rôles des citoyens en éducation et engendrer les conditions d'un dialogue réfléchi au sujet de l'avenir de l'éducation au Canada que nous désirons pour nos enfants et pour nous-mêmes.

■ Nous concluons en posant une série de questions issues de la rédaction de ce rapport, plutôt qu'en présentant un ensemble de conclusions, dans l'espoir qu'elles inciteront les lecteurs à explorer des façons d'utiliser les différentes sections du rapport pour inspirer de nouvelles conversations au sujet de l'éducation.

- En matière d'éducation, qu'est-ce qui importe le plus pour les Canadiens ?
- Le Canada possède-t-il une image claire de ce qu'est un bon système scolaire ?
- Quels sont les buts de nos systèmes d'éducation au 21<sup>e</sup> siècle ?
- Qui devrait décider ce qu'apprennent les enfants et les jeunes du Canada ?
- Comment la recherche utile en matière d'éducation peut-elle être diffusée efficacement au grand public ?
- À quelles idées les gens se fient-ils en matière d'éducation et comment en viennent-ils à se fier à de nouvelles idées ?
- Comment les écoles et les systèmes scolaires peuvent-ils continuellement bâtir et rebâtir la confiance du public ?
- Quelles sont les stratégies les plus efficaces pour engager le public dans un véritable dialogue au sujet de l'éducation au Canada ?

# ANNEXE A – ATTITUDES DU PUBLIC À PROPOS DE L'ÉDUCATION AU CANADA – L'ENQUÊTE DE 2007 DE L'ACE

## QUESTIONS

### Questions sur la satisfaction/la confiance

■ À quel point êtes-vous satisfait, EN GÉNÉRAL, du système scolaire ? : (en êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, ni satisfait ni insatisfait, plutôt insatisfait, très insatisfait, ne peux pas dire.)

■ À quel point êtes-vous satisfait des écoles élémentaires et secondaires [PROVINCE] en ce qui concerne la qualité du travail des enseignants ? (très satisfait, plutôt satisfait, ni satisfait, ni insatisfait, plutôt insatisfait, très insatisfait, ne peux pas dire ?)

■ À votre avis, depuis dix ans, est-ce que la qualité de l'enseignement dispensé aux élèves des écoles ÉLÉMENTAIRES [PROVINCE] ? (s'est beaucoup améliorée, s'est peu améliorée, n'a pas changé, a un peu empiré ou a beaucoup empiré, ne peux pas dire ?)

■ Que pensez-vous de la qualité de l'enseignement dispensé aux élèves des écoles secondaires [PROVINCE] ? (s'est beaucoup améliorée, s'est un peu améliorée, n'a pas changé, a un peu empiré, a beaucoup empiré, ne peux pas dire ?)

■ On attribue souvent aux élèves les notes A, B, C, D, ou échec pour indiquer la qualité de leur travail. Si on notait les écoles publiques de votre communauté de la même manière, quelle note leur donneriez-vous ?

■ À votre avis, faut-il apporter des changements au système scolaire de votre province pour régler les problèmes et en faire un système qui fonctionne à la satisfaction générale ? (pas de changements, quelques petits changements, un bon nombre de changements, ou de grands changements, ne peux pas dire ?)

■ À quel point respectez-vous les écoles publiques de votre province et leur faites-vous confiance ? (Beaucoup, assez, un peu, ou très peu, ne peux pas dire ?)

■ À quel point respectez-vous le gouvernement de votre province et lui faites-vous confiance en matière de politiques en éducation ? Diriez-vous (beaucoup, assez, un peu, ou très peu, ne peux pas dire ?)

### Questions sur le financement de l'éducation

■ Le financement TOTAL du gouvernement pour tous les besoins, devrait-il ? (augmenter beaucoup ou augmenter moyennement, suivre l'inflation, baisser un peu ou baisser beaucoup, ne peux pas dire ?)

■ Et à propos des dépenses du gouvernement pour les ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES et SECONDAIRES ? Devraient-elles (beaucoup augmenter, augmenter moyennement, suivre l'inflation, baisser un peu ou baisser beaucoup, ne peux pas dire ?)

■ Accepteriez-vous de payer plus d'impôts pour subvenir aux besoins de l'éducation dans [PROVINCE] (oui, non, ne peux pas dire ?)

■ Pourvu qu'elles suivent les normes de la province, quelles sont les écoles qui, à votre avis, devraient recevoir un financement de l'état ? (Uniquement les écoles financées à l'heure actuelle, toutes les écoles publiques et privées.)

### Questions sur la gouvernance des écoles

■ Dans l'ensemble, croyez-vous que le gouvernement provincial a bien trop peu de pouvoir sur l'éducation locale, plutôt pas assez de pouvoir, à peu près ce qu'il faut, plutôt trop de pouvoir ou beaucoup trop de pouvoir ?

■ À votre avis, est-ce que les gens en général ont trop leur mot à dire quant à la façon dont les écoles sont gérées, assez leur mot à dire, ou pas assez leur mot à dire ?

■ Si on vous le demandait aujourd'hui, accepteriez-vous de siéger à un conseil scolaire local ? (certainement, probablement, probablement pas, certainement pas)


### Questions sur l'innovation

■ Depuis dix ans, diriez-vous qu'il n'y a pas eu de vrais changements, de petits changements, des changements moyens, ou de grands changements dans la façon dont les écoles fonctionnent en [PROVINCE] ?

■ À votre avis, depuis dix ans, est-ce que le gouvernement et les instances scolaires ont essayé, d'apporter beaucoup trop de changements dans les écoles de la province, plutôt trop de changements, dans l'ensemble le bon nombre, plutôt pas assez, ou pas assez du tout ?

■ Dans l'ensemble, diriez-vous que la plupart de ces efforts de changements dans les écoles ont été certainement faits pour le bien, probablement faits pour le bien, parfois oui parfois non, probablement pas faits pour le bien, certainement pas faits pour le bien ?





■ Quoique vous pensiez du bien-fondé, de ces changements, diriez-vous, étant donné les objectifs visés, qu'ils ont très bien réussi, atteint leurs objectifs, plutôt bien réussi, parfois oui parfois non, plutôt mal réussi, très mal réussi ?

■ Est-ce qu'il est nécessaire de trouver de nouveaux moyens de faire les choses suivantes différemment ? (extrêmement nécessaire de trouver de nouvelles façons de le faire, très nécessaire, assez nécessaire, un peu nécessaire, pas nécessaire, ne peux pas dire ?)

- Tout d'abord, comment nous aidons les élèves à apprendre dans les classes élémentaires :
  - des classes secondaires à apprendre
  - l'apprentissage scolaire à ce que les élèves apprennent en dehors de l'école
  - décider ce qu'il est important que les élèves apprennent
  - tenir compte des différences entre élèves quand il s'agit de pouvoir fonctionner dans les écoles telles qu'elles sont maintenant
  - la constatation que les écoles ne semblent pas réussir aussi bien avec des élèves de certains groupes sociaux que d'autres

■ Quand vous entendez parler de nouvelles idées sur la façon dont les écoles et le système scolaire pourraient faire les choses, est-ce que votre première réaction est en général très positive, plutôt positive, neutre, plutôt négative ou très négative, ne peux pas dire ?

■ Est-il probable que vous réagiriez de façon positive si :

- le gouvernement de votre province appuyait la nouvelle idée ?
- les enseignants appuyaient la nouvelle idée ?
- c'était les parents qui appuyaient la nouvelle idée ?
- c'était un groupe ou un organisme en qui vous avez confiance qui favorisait la nouvelle idée ?
- c'étaient des parents que vous connaissez qui favorisait la nouvelle idée ?
- l'idée avait déjà été essayée dans une expérience et qu'elle avait réussi ?
- l'idée avait déjà été testée à grande échelle.

■ Quelle a été l'importance de chacun des facteurs suivants pour former votre opinion sur la façon dont les écoles devraient fonctionner ?

- Votre propre expérience en tant qu'élève ?
- Votre expérience en tant que parent d'élève ?
- Vos lectures dans les journaux, les revues et les livres ?

- Ce que vous avez vu ou entendu à la télévision ou à la radio ?
- Des conversations avec des amis, des voisins ou des collègues de travail ?
- l'idée avait déjà été essayée dans une expérience et qu'elle avait réussi ?
- l'idée avait déjà été testée à grande échelle.

### Questions sur les examens

■ Veuillez dire si vous êtes d'accord ou non avec les énoncés suivants :

- Il faudrait utiliser des examens à l'échelle de la province pour évaluer les résultats de tous les élèves d'écoles secondaires.
- Les notes terminales des élèves du secondaire devraient surtout refléter l'évaluation des enseignants et non les résultats aux tests provinciaux.
- Les élèves devraient réussir à des examens provinciaux dans chaque matière obligatoire afin d'obtenir leur diplôme de fin d'études secondaires.

## NOTES EN FIN DE TEXTE

- i Conseil des ministres de l'Éducation (Canada). L'éducation au Canada, (sans date). [<http://www.cmec.ca/international/education/canada.fr.pdf>] (consulté le 12 septembre 2007)
- ii MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADA. [[http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/pub/ywtk/index\\_f.html#fep](http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/pub/ywtk/index_f.html#fep)] (consulté le 12 septembre 2007)
- iii Gouvernement de la Colombie-Britannique et First Nations Education Steering Committee. News Release – B.C. and First Nations Sign Education Agreement, 2006 [[http://www2.news.gov.bc.ca/news\\_releases\\_2005-2009/2006OTP0117-000907.htm](http://www2.news.gov.bc.ca/news_releases_2005-2009/2006OTP0117-000907.htm)] (consulté le 1<sup>er</sup> octobre 2007)
- iv British Columbia Assembly of First Nations. *Transformative Change Accord*, 2005 [[http://www.bcafn.ca/index.php?option=com\\_docman&task=doc\\_view&gid=179&Itemid=29](http://www.bcafn.ca/index.php?option=com_docman&task=doc_view&gid=179&Itemid=29)] (consulté le 1<sup>er</sup> octobre 2007)
- v Statistique Canada. Le Quotidien (30 août 2007) : *Indicateurs des écoles publiques*, 2007 [<http://www.statcan.ca/Daily/Francais/070830/q070830d.htm>] (consulté le 12 septembre 2007)  
Pour obtenir des données détaillées, se reporter à Statistique Canada. *Indicateurs sommaires des écoles publiques pour les provinces et les territoires*, 1998-1999 à 2004-2005, 2007, [<http://www.statcan.ca:80/bsolc/francais/bsolc?catno=81-595-MIF2007050>]
- vi Blouin, P. et Courchesne, M-J (2007) *Indicateurs sommaires des écoles publiques pour les provinces et les territoires, 1998-1999 à 2004-2005*. Ottawa : STATISTIQUE CANADA – Division de la Culture, tourisme et centre de la statistique de l'éducation. [<http://www.statcan.ca/francais/research/81-595-MIF/81-595-MIF2007050.pdf>] (consulté le 20 septembre 2007)
- vii Statistique Canada. Le Quotidien (30 août 2007) : *Indicateurs des écoles publiques*, 2007 [<http://www.statcan.ca/Daily/Francais/070830/q070830d.htm>] (consulté le 12 septembre 2007)  
Pour obtenir des données détaillées, se reporter à Statistique Canada. *Indicateurs sommaires des écoles publiques pour les provinces et les territoires, 1998-1999 à 2004-2005*, 2007, [<http://www.statcan.ca:80/bsolc/francais/bsolc?catno=81-595-MIF2007050>]
- viii Statistique Canada. Le Quotidien (30 août 2007) : *Indicateurs des écoles publiques*, 2007 [<http://www.statcan.ca/Daily/Francais/070830/q070830d.htm>] (consulté le 12 septembre 2007)  
Pour obtenir des données détaillées, se reporter à Statistique Canada. *Indicateurs sommaires des écoles publiques pour les provinces et les territoires, 1998-1999 à 2004-2005*, 2007, [<http://www.statcan.ca:80/bsolc/francais/bsolc?catno=81-595-MIF2007050>]
- ix Statistique Canada et Conseil des ministres de l'Éducation (Canada). *À la hauteur : Résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE – La performance des jeunes du Canada en mathématiques, en lecture, en sciences et en résolution de problèmes. Premiers résultats de 2003 pour les Canadiens de 15 ans*, 2003, Ottawa, Statistique Canada. [<http://www.cmec.ca/pisa/2003/highlights.fr.pdf>]
- x Statistique Canada et Conseil des ministres de l'Éducation (Canada). *À la hauteur : Résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE – La performance des jeunes du Canada en mathématiques, en lecture, en sciences et en résolution de problèmes. Premiers résultats de 2003 pour les Canadiens de 15 ans*, 2003, Ottawa, Statistique Canada. [<http://www.cmec.ca/pisa/2003/highlights.fr.pdf>]
- xi Statistique Canada et Conseil des ministres de l'Éducation (Canada). *À la hauteur : Résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE – La performance des jeunes du Canada en mathématiques, en lecture, en sciences et en résolution de problèmes. Premiers résultats de 2003 pour les Canadiens de 15 ans*, 2003, Ottawa, Statistique Canada. [<http://www.cmec.ca/pisa/2003/highlights.fr.pdf>]
- xii Les renseignements concernant le Programme d'indicateurs du rendement scolaire et les rapports sur tous les domaines visés peuvent être obtenus du site Web du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [<http://www.cmec.ca/pcap/indexf.stm>]
- xiii Conseil des ministres de l'Éducation (Canada). *Les sciences dans les écoles du Canada 2004*, 2005 [<http://www.cmec.ca/pcap/science3/public/highlights.fr.pdf>] (consulté le 15 septembre 2007)
- xiv Conseil canadien sur l'apprentissage. *État de l'apprentissage au Canada – Pas le temps de s'illusionner*, 2007, Ottawa, CCA, p. 37. [[http://www.ccl-cca.ca/NR/rdonlyres/F71EE279-50AA-479F-9CB5-77F630FDB8D/0/SOLR\\_Report\\_Online\\_FR.pdf](http://www.ccl-cca.ca/NR/rdonlyres/F71EE279-50AA-479F-9CB5-77F630FDB8D/0/SOLR_Report_Online_FR.pdf)] (consulté le 15 septembre 2007)
- xv Conseil canadien sur l'apprentissage. *État de l'apprentissage au Canada – Pas le temps de s'illusionner*, 2007, Ottawa, CCA, p. 37. [[http://www.ccl-cca.ca/NR/rdonlyres/F71EE279-50AA-479F-9CB5-77F630FDB8D/0/SOLR\\_Report\\_Online\\_FR.pdf](http://www.ccl-cca.ca/NR/rdonlyres/F71EE279-50AA-479F-9CB5-77F630FDB8D/0/SOLR_Report_Online_FR.pdf)] (consulté le 15 septembre 2007)
- xvi Audas, R. et J.D. Willms. *Engagement scolaire et décrochage : perspective de la trajectoire de vie*, 2001. [<http://www.hrsdc.gc.ca/fr/sm/ps/rhdc/rpc/publications/recherche/2001-000175/SP-483-01-02F.pdf>] (consulté le 8 janvier 2007)  
Caledon Institute of Social Policy. *Improving Primary and Secondary Education on Reserves in Canada*, 2006. [<http://www.caledoninst.org/Publications/PDF/608ENG.pdf>] (consulté le 8 janvier 2007)  
Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Early School Leavers: Understanding the Lived Reality of Student Disengagement from*



- Secondary School – Final Report*, 2006, préparé par le Community Health Systems Resource Group du Hospital For Sick Children. [<http://www.edu.gov.on.ca/eng/parents/schoollavers.pdf> (pg. 27)] (consulté le 8 décembre 2006)
- Richards, J. et A. Vining. *CD Howe Institute Commentary – Aboriginal Off-Reserve Education: Time for Action*, 2004 [[http://www.cdhowe.org/pdf/commentary\\_198.pdf](http://www.cdhowe.org/pdf/commentary_198.pdf)] (consulté le 8 janvier 2007)
- xvii Statistique Canada. *À la croisée des chemins – Premiers résultats pour la cohorte des 18 à 20 ans de l'Enquête auprès des jeunes en transition*, 2002. [<http://www.rhdsc.gc.ca/fr/sm/ps/rhdc/rpc/publications/recherche/2002-000121/yits-frcov.pdf>] (consulté le 15 septembre 2007)
- xviii Conseil canadien sur l'apprentissage. *Apprendre à savoir – Poursuite d'études postsecondaires*, 2007 [<http://www.ccl-cca.ca/NR/rdonlyres/DA6508DD-9541-4F2C-BF33-1BC9BBBA9A27/0/ParticipationInPostSecondaryEducationFR2.pdf>] (consulté le 19 septembre 2007)
- xix Statistique Canada. *Chapitre A – Portrait de la population d'âge scolaire, dans Indicateurs de l'éducation au Canada : Rapport du programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation 2005*, 2006. [<http://www.statcan.ca/francais/freepub/81-582-XIF/81-582-XIF2006001.htm>] (consulté le 15 septembre 2007)
- xx Conseil canadien sur l'apprentissage. *Enquête sur les attitudes des Canadiens à l'égard de l'apprentissage : Apprentissage structuré aux niveaux élémentaire, secondaire et postsecondaire*, 2006, Ottawa, CCA. [<http://www.ccl-cca.ca/NR/rdonlyres/C436459C-CB6D-4F2D-B0F3-5D5CA8A0AC7B/0/FactSheetStructureFrMTG.pdf>] (consulté le 19 septembre 2007)
- xxi Conseil canadien sur l'apprentissage. *Enquête sur les attitudes des Canadiens à l'égard de l'apprentissage : Apprentissage structuré aux niveaux élémentaire, secondaire et postsecondaire*, 2006, Ottawa, CCA. [<http://www.ccl-cca.ca/NR/rdonlyres/C436459C-CB6D-4F2D-B0F3-5D5CA8A0AC7B/0/FactSheetStructureFrMTG.pdf>] (consulté le 19 septembre 2007)
- xxii Canadian Gallup Poll Ltd. *The Gallup Report*, 1979, 1981, 1986.
- xxiii Gallup Canada, Inc. *The Gallup Poll*, 27 février 1998, 58(11), 2.
- xxiv GUPPY, N. et S. DAVIES. « Understanding Canadians' declining confidence in education », *Revue canadienne de l'éducation*, vol. 24, n° 3, p. 265-280, été 1999.
- xxv World Values Survey Association (2006). *World Values Survey – Online Data*. [<http://www.worldvaluessurvey.org/>] (consulté le 1<sup>er</sup> octobre 2007)



317 Adelaide St. West, Suite 300  
Toronto, Ontario M5V 1P9  
Tel: 416.591.6300  
Fax: 416.591.5345

317, rue Adelaide Ouest, bureau 300  
Toronto (Ontario) M5V 1P9  
Tél.: 416.591.6300  
Télééc. : 416.591.5345